

COMPORTEMENTS POLITIQUES

Introduction générale

Définition démocratie « un gouvernement du peuple, pour le peuple et pour le peuple » LINCOLN

→ Définition classique normative. Les citoyens décident librement ceux qui exercent le pouvoir. C'est un choix à intervalles périodiques. Pour que ce choix soit démocratique, il faut que les élections soient contestées, et que le choix soit libre. Le pluralisme garantit l'incertitude. Il existe un ensemble de dispositifs qui sont censés mobiliser cette participation. (ex : liberté d'association)

Dans cette définition, le vote est au fondement.

En outre, l'espace de la participation est situé historiquement évolue au fur et à mesure des transformations des régimes politiques de démocraties représentatives. Il est lié au processus révolutionnaire depuis fin XVIIIe siècle. L'évolution des démocraties représentatives se fait en 3 grandes étapes :

- 1ère étape : fin 18ème-début 19. Conception des pères de la démocratie représentative où la participation est d'abord la mise en œuvre de la citoyenneté, qui ne peut être pensée en dehors de la démocratie représentative. Moment clé = élection qui ne conçoit pas de participation légitime en dehors du vote.

- 2ème étape : courant 19ème -début 20ème. Extension du suffrage. Irruption des masses. La mobilisation électorale change de nature. Il est à présent nécessaire d'avoir des relais politiques organisés qui permettent de mobiliser les territoires. C'est la première transformation de l'espace de participation avec mobilisation collective : partis par exemple, mais aussi les syndicats (représentation catégorielle). Outre le vote, s'adjoint les formes d'engagement militant.

- 3ème étape : année 1970. Nouveau contexte des 30 glorieuses, avec émergence de critiques des formes de représentation traditionnelle des démocraties. Aussi, forte émergence de mouvements sociaux (68, écologistes, féministes, guerre du Vietnam). Parallèlement, il y a une crise de la participation électorale légitime : abstention. Nouvelle transformation de l'espace de participation avec intégration avec de formes protestataires.

4ème étape (hypothétique) Depuis 2000s. Développement de fonds de mobilisations en réseau qui s'appuient sur les nouvelles technologies, qui font dépasser les frontières. Mobilisation devient transnationale.

Ces 3 étapes correspondent à une restructuration des démocraties représentatives, avec leur **redéfinition**.

Exemple : Bernard MANIN ; *Principe du gouvernement représentatif* 1995. Il redéfinit la représentation autour de la notion d'espace public. « La démocratie représentative n'est pas un régime où la collectivité s'autogouverne, mais un système où tout ce qui tient au gouvernement est soumis au jugement public. »

→ rôle de l'espace public où vont participer les citoyens.

Il faut une combinaison de 4 dimensions de ces régimes selon MANIN pour qu'ils fonctionnent :

- marge d'indépendance des gouvernements (pas de mandat impératif) : l'opinion publique exerce un contrôle. Pour que ce contrôle soit efficace : 2 conditions :

- réitération des élections : anticipation du jugement rétrospectif des électeurs à l'égard des politiques. Les gouvernements sont attentifs à tous les mouvements d'opinions dans l'espace public.

- épreuve de la discussion : gouvernement cherche à obtenir le consentement à travers la communication, le débat démocratique.

- liberté de l'opinion publique. Cela suppose que les électeurs aient le droit à la fois de former leur opinion en dehors du contrôle, mais également le droit d'exprimer leurs opinions formées sur

l'espace public. Cette liberté d'opinion suppose donc à la fois une publicité de l'action gouvernementale (transparence), et aussi une liberté pour exprimer son opinion à tout moment, y compris entre les élections.

On a donc un élargissement de la notion de participation politique, c'est-à-dire l'ensemble des activités par lesquelles la masse de citoyens est habilitée à ... (cf fin définition moodle).

Parcours en 3 temps :

- le vote et la participation électorale
- formes d'élargissement de la participation qui viennent compléter le vote : engagement militant, actions protestataires.
- Enfin, les transformations contemporaines de la participation (transnationale, internet...)

Chapitre 1. Participation électorale et déterminants du vote

Introduction

L'acte électoral est l'objet d'un long apprentissage historique depuis 19ème, par instruction civique (IIIe république), et par des réglementations législative de l'action électorale(isoloir 1914, bureau de vote). L'objectif républicain est de former des citoyens autonomes qui vont s'exprimer comme des individus rationnels, ce qui passe par deux opérations :

- définition de l'autonomisation de l'espace vote (incarnation du lien citoyen : coupure symbolique entre espace citoyenneté et l'extérieur , mise a l'abri le vote des violences sociales extérieur)
- définition du comportement citoyen (comportement du bon citoyen, mise à distance des pulsions, appartenances collectives).

Entre la fin du 19ème siècle et le début du 20ème s'opère l'apprentissage de l'individualisation du vote. La base du vote est en effet l'individu rationnel qui est capable d'exprimer un opinion politique.

Au début, il y a une forte structuration collective des comportements électoraux.

Mais dans les années 1970 il y a une désaffection des citoyens, dépolitisation, « volatilité » .

Problématique du chapitre: est-on passé à un vote plus individualiste ? Est-on passé à un vote davantage politique que sociologique depuis 1970s ? Ou bien avons nous ici la marque des transformations des démocraties représentatives qui vont expliquer cette désaffection ?

I. Le vote comme acte social

I. A. Votes, clivages et groupes sociaux

Dans cette partie, étude de la dimension sociale du vote c'est-à-dire le rôle des caractéristiques sociales de l'individu.

I.A.1. L'approche géographique et terri du vote

A. SIEGFRIED : pionnier, un des fondateur de la science politique en France. Son ouvrage fondateur est paru en 1913 *Tableau politique de la France de l'Ouest*. Utilisation de la cartographie, il s'intéresse aux résultats par circonscription et les confronte sur l'ensemble de la IIIème République : 1871 – 1910.

Surprise dans ce travail : sur l'ensemble de ces quarante années, il observe grande stabilité du vote, une bipartition de l'espace politique entre républicains(à gauche) et conservateurs(à droite). Bipartition selon les régions. Cette stabilité contraste avec idée vote comme opinion individuelle. Les territoires représenteraient donc des tempéraments politique. Comment expliquer cette stabilité ?

Siegfried opère une rupture en expliquant la stabilité dans chaque unité territoriale par la structure sociale. L'hypothèse qu'il démontre : c'est bien la structure sociale qui va influencer l'orientation politique de l'individu.

Il prend notamment l'exemple de la Vendée. La Vendée se sépare entre deux régions dont les comportements sont différents: au Sud, une plaine calcaire et vote à gauche, alors que bocage du Nord vote à droite. La géologie du sol contraint les formes de cultures, et les formes d'habitats.

Au Nord on trouve des villages dispersés mais en même temps une structure de grandes propriétés qui va favoriser une structure sociale fortement hiérarchisée, avec l'emprise sociale des notables traditionnels(châtelain, prêtre); et en même temps un maintien du poids de l'Église catholique et de son administration. Tous ces éléments favorisent une orientation politique conservatrice.

Au Sud, la plaine calcaire permet au contraire un habitat beaucoup plus regroupé, qui favorise également la petite propriété, et donc une multiplication qui favorise une structure sociale beaucoup

plus égalitaire. L'Église catholique a plus de mal à se maintenir. Cet ensemble de facteurs favorise une orientation républicaine, donc à gauche.

Ce travail fondamental pose les fondations d'une approche sociologique du vote.

Il y a deux limites à ce modèle :

- L'approche cartographique manque de profondeur historique.

Critique de Siegfried par Paul BOIS qui s'intéresse à la Sarthe, où on trouve la même opposition républicaine/conservateur entre partie orientale vote à gauche/partie occidentale vote conservateur. Pour BOIS il n'y a pas de différences entre les deux parties au niveau de la structure soc. Ce n'est pas la structure qui explique la permanence de la différence. BOIS remonte à l'histoire: pour lui la révolution française est l'explication : un clivage historique politique se crée dans le contexte révolutionnaire. Peut être positionnement par rapport à l'ancien régime ? Non car l'ouest est plus critique à la monarchie que dans partie orientale. Le clivage vient en fait de la nationalisation des biens du clergé en novembre 1789, aspiration à l'accès aux biens de propriétés: l'est, favorise l'accès à propriété pour la paysannerie ; à l'ouest au contraire les attentes sont frustrées car c'est la bourgeoisie urbaine qui récupère les propriétés de l'Église. Donc c'est la première source de ressentiment qui séparent les deux parties. Puis un certain nombre de mesure révolution approfondissent le clivage entre les deux parties de la Sarthe. Les paysans de l'Ouest s'alignent sur les choies. Résultat : traumatisme → clivage d'opinion qui va être transmis par la socialisation de génération en génération.

- Limite technique : développements des sondages : la cartographie perd de son intérêt. Il devient possible d'analyser individuellement l'électeur lui-même et pas seulement son unité territoriale. Il y a des sondages dès les années 1930 puis surtout 60.

Par ailleurs on a une transformation de la société française: la mobilité géographique et les particularités territoriales se réduisent. Cela explique le développement d'une nouvelle forme de compréhension sociologique du vote : le modèle sociologique.

I.A.2. Le modèle sociologique

Paradigme de Columbia :

Travaux de LAZARFELD. Formule de l'un des ouvrages résume le paradigme : « une personne pense politiquement comme elle est socialement » (1944). Caractéristiques sociales permettraient de prédire orientation du vote. Travail par sondage, questionnaires.

2 ouvrages fonda : *The people's choice* (élection présidentielle US 1940) et *Voting* 1955 (élection présidentielle 1948) . Il s'agit dans les 2 cas de monographies locales où on interroge un échantillon dans le cadre d'une municipalité ou dans un comté. 1944 un comté de l'Ohio. Des groupes interrogés avant et après vote. 1948 : comté semi-rural dans l'État de NY.

→ → Il observe un lien entre caractéristiques sociale et orientation du vote. La majorité électeur urbain et catholique et défavorisé vote démocrate. La majorité de la population rurale, protestants, et aisés vote républicain. Pour la première fois on observe une corrélation directe entre ces variables.

Ce lien a deux conséquences:

- Remise en cause de l'idée d'un citoyen atomisé, qui voterait de manière individuelle et rationnelle.

Avec caractéristiques sociales de l'individu, on pourrait construire un indice de prédisposition politique. Il y a une régularité du comportement électoral. // ! \\ Il s'agit de tendance. 30% des électeurs votent contre tendance (30% des milieux défavorisés vote républicains). En 1955 il explique pourquoi comportements collectifs : leaders de groupes, réseaux d'influences. Niveau local : groupe d'appartenances locaux. Dans tous ces groupes, conversations et interactions au quotidien qui peuvent

former jugement politique des individus. Il est donc impropre de parler de « choix électoral ». Il ne s'agit pas de choix rationnel. Acte électoral = décision de groupe. On se met en conformité par rapport aux normes coll de son groupe d'appartenances. Pour qui est il légitime ou non de voter.

- Remise en cause d'un effet mécanique des médias comme influençant le vote.

La plupart des électeurs auraient arrêté leur vote 3 mois avant les élections lors des conventions du mois de juillet. La campagne électorale dans les grands médias n'a qu'un effet limité sur les choix. Elle a surtout un effet de mobilisation beaucoup plus qu'un effet de conviction. On renforce des prédispositions déjà existantes. Parce que pour LAZARFELD il y a une exposition sélective aux média : un même débat politique sera perçu différemment selon les partisans. Les prédispositions vont se reporter pour le candidat qui y correspond. Les prédispositions sont renforcées par l'effet d'exposition sélective. Mais ce n'est pas le cas de tous les électeurs : pour une minorité (8-10%), la campagne se traduit par un changement de camps. Ces 8 à 10 % ont des prédispositions qui sont incohérentes entre elles, par exemple des ouvriers protestants, ou les catholiques de milieu aisés. Pressions normatives opposés.

Question : Ce modèle américain est-il exportable en Europe ?

◆ On a une influence de nombreux travaux, qui vont néanmoins insister sur des facteurs un peu différents que ceux des US. Deux variables seraient déterminantes : la classe sociale et l'orientation religieuse. La différence tient des systèmes de partis européens/américains : aux États-Unis il n'y a pas de clivages laïc/cléricaux : le système bipartisan s'est fondé sur la bipolarité de l'esclavage, et la guerre de sécession.

◆ A la même période en Europe : G. MICHELIN et M. SIMON : *Classe sociales, religions et comportements politiques* 1977 :

- Méthode par entretien : étude des modèles culturels sous-jacents au vote. A travers les entretiens se profilent deux modèles (étude durant la fin des années 60):

- les « catholiques déclarés » auraient un système de valeurs fortement traditionnel, conservateur, qui exalte la personne, la famille, le patrimoine. C'est un système de valeurs hostile au communisme (GF).

- les « irréguliers communistes » auraient un système de valeurs à fondement ouvrier. Structuration de perception sociale en terme d'antagonisme de classe. La définition de l'identité collective en terme de « nous les ouvriers » par opposition au patronat. Forte croyance dans l'action collective (syndicale) comme instrument de transformation social et politique.

Ces modèles culturels sont ensuite mesurés par la deuxième méthode :

- Méthode par questionnaire: construction d'un ensemble d'indicateurs. Indice de proximité entre les deux modèles. On observe un lien entre la pratique religieuse et le vote : en 1967 14% des sans religions votent à droite contre 66% des catholiques pratiquant . Votent à gauche seulement 15% des femmes sans attributs ouvrier, 36% filles et femmes d'ouvriers, 55% ouvriers fils d'ouvrier. L'identité collective assumée produirait un vote plus à gauche pour les ouvriers que s'ils ne se revendiquent pas comme ouvrier.

◆ Approche généralisée par une approche anglo-saxonne ; R. ALFORD 1963 porte son intérêt au vote de classe dans *Party and Society* . Il étudie le vote de classe dans les pays anglo-saxons : Royaume-Uni Canada, États-Unis, Australie. L'intérêt de l'étude est l'indice qu'il construit : **l'indice d'ALFORD** :

Indice = % ouvrier - % non-ouvrier qui votent à gauche (ou travailliste)
--

Pour ALFORD, pour savoir s'il y a un vote de classe, il suffit de calculer cette différence : plus l'écart est différent, plus le vote de classe est important.

Cet indice met en évidence une forte structuration autour du vote de classe dans les pays du nord de l'Europe, c'est-à-dire dans les pays les plus industrialisés : Allemagne, Autriche, Belgique, UK. Les pays du Sud de l'Europe ont une faible structuration du vote de classe : Fr, Esp, Italie.

Autre structuration autour du clivage religieux : plus importante dans les pays d'Europe du sud qui connaissent un clivage laïcité/Église, alors que faible clivage religieux en Europe du nord car minorité catholique : Angleterre, Suède, Finlande, Danemark.

I.A.3. L'abstention sociologique

Il s'agit d'expliquer la participation électorale de manière globale, de faire la généralisation sur les propriétés sociales des individus qui vont expliquer les plus ou moins grandes participation.

A. LANCELOT ouvrage 1968 . Il combine les 2 techniques : par cartographie et par sondage.

Avec le sondage il découvre que l'abstention n'est pas forcément politique. Les abstentionnistes seraient en fait les indifférents à la politiques, c'est-à-dire les électeurs qui cherchent peu les informations politiques, qui s'intéressent peu à la politique. Ils se déclarent incompetents en matière politique. Ce n'est pas un positionnement politique mais un retrait par rapport à la communauté politique. Ce retrait est le produit d'un faible intégration au corps social. Les électeurs abstentionnistes manquent de ressources sociales nécessaires.

Cet étude permet de dresser le portrait de l'abstention à la fin des années 1960 à partir de 5 grandes variables :

- L'âge. L'abstention décroît à mesure que l'âge s'accroît. L'abstention serait le fait des jeunes.
- Le genre. A l'époque, l'abstention est beaucoup plus forte pour les femmes que pour les hommes. Ce facteurs n'agit pas seul , mais en interaction avec d'autres variables : les femmes célibataires ont plus d'abstention, tandis que les femmes mariées ont plus de participation. De même, si une femme travaille, elle a plus tendance à voter. Mais dès 1981 l'abstention homme/femme s'égalise.
- Le niveau de diplôme. Plus on est diplômé, moins on s'abstient.
- Le degré d'intégration nationale. L'abstention est plus importante pour les immigrés qui ne sont pas encore totalement intégrés. Dans les années 1960, il y a encore l'influence de la guerre d'Algérie. Par exemple les pieds noirs votent moins.
- Le lieu de résidence. Opposition entre rural et urbain. Participation plus faible dans les grandes villes.

Cf tableau Moodle.

Problème de cette approche : elle ne tient pas compte des facteurs politiques.

I.B. Le rôle de l'identification partisane

Dans les années 60, explication par des facteurs politiques.

I.B.1. Le modèle « psycho-politique » américain

Le paradigme de Michigan.

Travail développé au Survey Research Center qui a conduit à publier un ouvrage « The american voter » (1960) Campbell et Converse. L'approche de ce centre de recherche s'intéresse d'abord au politiques publiques. Au moment des élections de 1948, ils vont introduire une série de questions sur les préférences politique, à partir desquelles ils vont expliquer la victoire inattendue aux élections. Changement de méthode : on quitte les monographies locales en faisant partir les sondage de l'échelle nationale, sur l'ensemble des États-Unis, comprendre les comportements de manière agrégée.

Ici l'aspect politique est le point de départ du vote. Au cœur du vote on trouve la perception qu'on les

individus ont des objets politiques : la perception des candidats, des programmes, des grands partis. Ce n'est plus l'appartenance sociale qui explique le vote. Cette perception du vote va permettre une identification partisane à l'une ou l'autre des partis, et cette identification fonctionne comme un filtre par rapport à la perception des objets politiques. Plus on est affilié à un parti, plus on perçoit de manière favorable son programme. Le concept de filtre est important surtout pour les électeurs moins politisés, qui constituent une grande partie de l'électorat. Seulement 12% des électeurs seraient capables de juger les candidats sur des critères politiques. Pour ces électeurs moins politisés, le repère partisans constitue le seul élément d'orientation.

L'école de Michigan prend l'exemple de l'achat de voiture. L'électeur est comme celui qui n'a pas de connaissance technique sur la voiture, seule la marque décide le choix. Pour l'électeur peu politisé c'est pareil, la réputation partisane permet de juger les objets politiques des candidats.

Cette approche semble prédictible des résultats électoraux. Résultat 1956 : très forte corrélation entre l'identification au parti et le vote du parti.

L'intérêt de cette approche est de rompre avec l'idée naïve d'un choix électoral, avec un choix politique constitué, et ensuite choisir le parti en fonction de l'opinion. Ici c'est l'inverse : il y a d'abord une identification à un parti, forgée par la socialisation (famille). Exemple années 50 : 79% des enfants de parents démocrates votent comme leur parents. Ceci est renforcé par la socialisation secondaire : groupe de pairs. Donc pas de choix, mais structuration au long de la socialisation de la formation de l'opinion.

Conséquence : Permet de comprendre la forte stabilité du comportement électoral : le vote reste stable à mesure que l'identité partisane est marquée.

La mobilité électorale serait donc marginale, liée à l'existence des indépendants qui sont sur-représentés chez les moins diplômés et les moins intégrés socialement.

Il y a aussi une influence du contexte électoral : nature des enjeux, personnalités des candidats, qui peut amener à voter à contrario de l'identification partisane. C'est le cas par exemple années 50 avec élections d'Eisenhower malgré majorité démocrate : contexte de la guerre de Corée et irrégularités Truman. Mais ce rôle du contexte est temporel : élection suivante retour à un vote normal.

Dans des cas particuliers, réaligement du vote : cas de crise politique et sociale : 4 cas au US : guerre de sécession, crise fin XIXème, crise 1930s, et 1970s révolution conservatrice.

I.B.2. L'analyse du clivage gauche droit en France et en Europe

Le paradigme n'est applicable que dans des cas particuliers de systèmes bipartisans, par exemple au RU. (STOKES et BUTLER 1969). RU proche US on peut appliquer le paradigme au RU avec clivage travaillistes/ conservateurs. Stabilité du vote autour de l'orientation partisane.

Pour l'Europe continentale, c'est beaucoup moins vrai car système multipartisan : pas de forte identification partisane au sein des électeurs. Pas d'éléments de repères identitaires car multiples partis. Par exemple en France CONVERSE et DUPEUX 1958 : seulement 25% sont capables de situer l'orientation de leur parents.

Cette difficulté va conduire à redéfinir l'approche de Michigan, autour du clivage gauche droite qui va simplifier la configuration du champ politique. Deux fonctions du clivage :

- Structuration de l'espace politique pour les électeurs. Le clivage a une dimension cognitive de repérage politique pour les électeurs.
- Fonction identitaire : permet à l'électeur de s'inscrire lui-même dans cet espace, et donc elle oriente la perception de lui-même que peuvent avoir les électeurs.

L'échelle SOFFRES en 7 positions en France qui permet d'amener les électeurs à se situer, à définir une

position sur cette échelle.

Le résultat semble proche du cas américain :

- d'une part une majorité d'électeurs accepte de se situer sur cette échelle. Seulement 10% dans années 1980-90 refusent de se placer.
- d'autre part les positions sur l'échelle correspondent à des systèmes de valeurs et d'opinions.
- ces systèmes de valeurs sont acquis de manière précoce dans le cadre familiale pendant la socialisation primaire.

Annick PERCHERON travaille sur les ados et pré ados dans années 1970 : dès 10-12 ans , les enfants français seraient capables de se situer sur l'échelle gauche-droite. Capacité à se situer et une certaine reproduction de l'orientation des parents, favorisé par la structure familiale. Influence du style éducatif sur la reproduction : suivant si les parents privilégient l'autonomie de l'enfant dans l'éducation.

Comparaison entre 1973 et 2004 dans des pays européens : voire tableau ppt.

Début 50s, orientation du vote par le milieu social et la socialisation familiale.

Mais dès les années 60, on observe une érosion de ces déterminants, des comportements électoraux plus instables conduisent à s'interroger sur la pertinence des variables sociales. Nouveau moyen explicatifs qui vont insister sur l'individualisation du vote, facteurs plus actifs. Face à ces nouveaux comportement, on passe de l'image d'un électeur captif à un électeur autonome, rationnel.

II. De l'électeur captif à l'électeur rationnel

II.A. La crise des modèles traditionnels

II.A.1 Un affaiblissement apparent des déterminants traditionnels du vote

• Crise d'abord perçue aux US dans années 60 : crise croissante de l'identification partisane, qui met en évidence un dépassement du modèle de Michigan. Critique du modèle : *The Changing American Voter*, 1976 NIE et VERBA. Trois constats dans cet ouvrage :

- croissance des indépendants, déclin de l'identification partisane déclarée (1964 23% → 1974 38%)
- baisse des électeurs s'identifiant fortement aux deux partis : crise des mécaniques de reproduction sociale (1960s)
- nouveaux électeurs sans affiliation partisane préalable (Civil Rights Movement : nouveaux électeurs noirs américains).

• En Europe : double érosion du clivage gauche-droite et des bases sociales des clivages partisans.

• Recul du vote religieux car processus de sécularisation et donc recul de la pratique religieuse : recul de l'influence de la religion sur le vote. Mais le problème est l'évaluation empirique de ce phénomène : diversité des importance religieuses en Europe : majorité protestante, majorité catholique, pays mixtes. Au RU par ex, communauté catho vote traditionnellement travailliste. Malgré ses différence, il y aurait une réduction de l'association entre vote catholique et vote conservateur : deux exemple : l'Allemagne et l'Espagne.

• Recul du vote de classe : désalignement du vote ouvrier à l'égard des partis classés à gauche. Cf évolution de l'indice d'Alford ppt 23/53. Réduction de la différenciation ouvrier/non-ouvrier. La France serait une exception : stabilité de l'indice d'Alford 60s-70s, jusque année 80, en raison de la forte polarisation de la compétition politique, qui va conduire la couche moyenne salarié à s'aligner sur la gauche. Et années 70s, faible relâchement des appartenances sociales dans le cas français. C'est dans les années 80 qu'il y a un fort déclin de l'appartenance partisane.

II.A.2. Un accroissement de l' « instabilité » et de la « volatilité électorale ».

Trois indicateurs :

- Différence entre les intentions de vote et vote réel. 60s : s'accroît le décalage entre les prédictions des sondages d'opinions et les résultats effectifs : moins de 10 points avant 60, et atteint 20 points dans 60s.
- Variation du vote dans le temps, d'une élection à une autre. Avant, forte stabilité, mais de moins en moins le cas : déclin des grands partis et une proportion plus élevée de sortants battus. Exemple en Italie, les deux principaux partis avant $\frac{3}{4}$ voix avant 70s, $\frac{1}{2}$ dans 90s.
- Variation du vote selon le type d'élection : le split ticket voting au US vote différent au congrès/ au présidentielles.

II.B. L'émergence d'un « nouvel électeur » et l'approche économique du vote

Interprétation de ces constats : années 70s nouvelle approche sur l'émergence d'un nouvel électeur qui va être appréhendé dans des termes plus autonomes, plus individuels.

DOWNS 1957 critique le paradigme de Michigan et de Lazarsfeld par leur approche passives : les électeurs apparaissent prisonniers de leur appartenance sociales ou de leur identification partisane. DOWNS rompt et insiste sur la capacité de choix de l'électeur : électeur serait rationnel, stratège. Il applique les principaux axiome de la microéconomie. L'électeur se comporterait comme un consommateur sur le marché politique qui orienterait son vote en fonction de son opinion du moment. Vote pour un candidat en fonction de l'utilité que représente ce vote. La préférence est mesurée de manière « spatiale » : plus ou moins grande proximité entre les préférence de l'électeur et le produit offert sur le marché politique.

II.B.1. Le « vote sur enjeux »

Positionnement selon des enjeux qui semblent important à l'électeur : les enjeux ponctuels définissent l'orientation du vote. Pour cela deux conditions :

- L'électeur doit être capable d'identifier une alternative dans l'offre politique
- Doit être capable de hiérarchiser ces alternatives en fonction de ses préférences.

Aux US : Dans le *Changing american voter* 1976 : cela se vérifie :

- forte élévation du niveau d'instruction dans la société américaine : plus d'électeurs informés, donc autonomisation par rapport à leur appartenance sociale. Il y aussi une augmentation du vote sur enjeu pur. A l'inverse, le vote d'identification partisane pur va lui se réduire.
- nature du contexte politique américain 1970s : des enjeux politiques sont beaucoup plus saillant, beaucoup plus polarisé que avant : civil rights movement, guerre du Vietnam : l'alternative est facilement identifiable. NIE et VERBA republie leur ouvrage en intégrant l'élection de 1976 entre Carter et Ford : retour du vote d'identification pur.

II.B.2 Le coût de recherche de l'information

« Le paradoxe de l'électeur ». Si l'électeur est rationnel, il y a une forte probabilité qu'il s'abstienne car la participation a un coût : il faut s'inscrire pour aller voter, s'informer, se déplacer. Ce coût peut souvent être supérieur au bénéfice du vote.

S'il y a participation, c'est qu'il y a une réduction des coûts de participation.

Deux solutions pr réduire le coût de l'information :

- Les « raccourcis cognitifs » délégation à d'autre le soin d'évaluer les candidats. Influence des

leaders d'opinion, ou des médias. On retrouve lazarsfeld de manière spécifique, pas de dimension sociale.

- Le « vote rétrospectif » utilisation des réalisations passées des candidats : évaluation de leur crédibilités selon leur performances passées.

Empirique : à travers travaux d'économétrie. G.H. Kramer 1971. Relation économétrique entre 3 agrégat : niveau des prix, niveau du chômage/PA, et variation CT d'orientation du vote.

II.B.3. La nature de l'élection et du mode de scrutin

Le choix de l'électeur rationnel est aussi influencé par les caractéristiques de l'électeur lui-même.

Deux aspect de ce contexte :

- Le mode de scrutin : électeur adapte son choix rationnel aux contraintes qui caractérisent le mode de scrutin (majoritaire ou proportionnel) : mise en évidence d'un vote stratégique. Pas seulement vote selon proximité/candidat, mais en fonction chance de succès du candidat.

- Le niveau territorial de l'élection et sa place dans le cycle électoral. Séparation des enjeux est censé avoir une influence. Développement du concept d'« élection de second rang » : REIF et SCHMITT qui sont caractérisées par : des enjeux moins intéressant pour les électeurs donc participation plus réduite, des élections moins autonomes c'est-à-dire euro ou locaux car pas d'enjeu propre, et enfin puisque l'enjeu est moindre le vote peut être expressif, un vote sanctions.

III.L'électeur rationnel à l'épreuve des faits

Trois limite à la rationalité de l'électeur.

III.A. Volatilité de signifie pas rationalité

Enquêtes :

3 niveaux de critique :

- Contre sens qui identifie rationalité et volatilité. Enquête en France évolution de la volatilité dans les années 80. deux types d'enquêtes : quantitatifs SOFFRES 1986 /JAFFRE et CHICHE 1997/ MUXEL 2009 sur élections de 2007

→ Aux antipodes du paradigme de l'électeur rationnel.

[Cf tableau moodle résultats comparés de ces 3 enquêtes diapo 30]

Résultat : croissance mobilité électorale, mais ces électeurs mobiles s'éloignent de l'idéal-type de l'électeur rationnel :

- Faible intérêt pour la politique
- Pas d'opinion politique constituées
- Signes d'une faible intégration sociale.

Enquête de GAXIE 1993 entretiens réitérés pendant la campagne et après les élections. Plusieurs résultats intéressants. :

- Le modèle de l'électeur rationnel s'applique à une minorité de l'électorat : 1/3. Seulement 1/3 adopte une vue panoramique sur les candidats : ceux qui sont diplômés, qui s'intéresse à la politique. Les autres vont évaluer à partir de leur candidat de leur parti.

- Les « électeurs rationnels » sont précisément les électeurs qui ne sont pas instables. Ils décident de manière précoce de l'orientation de leur vote et restent fidèles à la même famille politique d'une élection à une autre.

- Les « instables » sont les électeurs désinvestis qui vont osciller entre voter et s'abstenir. Cette instabilité n'est pas le produit d'un choix rétorale, mais le résultat de sa quête d'intégration sociale et politique. Il est peu capable d'évaluer l'élection en fonction des termes professionnels. L'électeur ici se décide dans les derniers jours.

III.B. Les « variables lourdes » n'ont pas disparu

Elles continuent d'avoir une influence importante sur les comportements électoraux. Ce terme est issu du débat français, autour des deux chercheurs

Cf Daniel BOY, Nonna MAYER « Que reste-t-il des variables lourdes », 1997. Pour eux les grands déterminants continuent à influencer le vote.

Plusieurs dimensions des variables lourdes :

III.B.1. Le maintien des déterminants traditionnels du vote

En particulier le milieu social (PCS) et le rapport à la religion.

Première variable : L'appartenance religieuse continue à structurer le vote. Certes un fort déclin de la pratique (catholique pratiquant = fraction de plus en plus réduite de l'électorat. Fin 80s, 15% de l'électorat. 2007 : seulement 7 % des catholiques pratiquant). Mais cette base religieuse continue à être structurante du vote. La probabilité de voter à gauche reste très faible pour les catholiques pratiquants et elle est stable depuis 30 ans. Inversement, ceux sans religion votent majoritairement pour la gauche.

Déclin de la pratique : les travaux s'intéressent à d'autres religions. Deux en particuliers : les protestants et les musulmans. On aurait autour 1,8 -2% de protestants en France, 4,5 - 5 % de musulmans. Les protestants sont traditionnellement pour la République, laïcité, ancrage traditionnel à gauche issu du XIX^{ème}, qui s'est transformé en raison des transformations sociologiques du protestantisme français : croissance du courant évangélique : positions conservatrices. Cette transformation : vote plus à droite des protestants. Deuxième caractéristique : l'orientation des protestants est marquée par des dynamiques territoriales, en particulier les 2 grandes régions d'implantation historique du protestantisme en France : le Grand Est (orientation à droite voir extrême droite) : influence d'une tradition territoriale, mouvement autonomiste au moment de réintégration de la région après 1^{ère} GM. Deuxième région d'implantation : Sud : le Languedoc/Rhône Alpes : forte orientation à gauche. S'explique par un modèle territorial, depuis 17^{ème} révocation de l'Édit de Nantes et persécution des protestants.

2^{ème} religion minoritaire : les musulmans : spécificité avec une orientation beaucoup plus à gauche que les autres religions. Lié aussi à des caractéristiques sociales particulières : 3/4 des musulmans sont employés ou ouvriers. La moitié de la catégorie musulmane populaire se classe à gauche, alors que un quart des catholiques vote à gauche. L'influence de la religion

2007 : effet PCS, effet diplôme, effet de l'âge, effet du genre. À caractéristiques égales, un électeur musulman a 7 fois plus de chance de voter pour Ségolène Royal qu'un « lecteur dans religion ».

Donc forte structuration du vote par l'appartenance religieuse.

Deuxième variable : la classe sociale. Les ouvriers votent moins à gauche. En 2007, pas plus d'ouvrier que la moyenne ne votent à gauche. Il y a une diversification de l'influence de la catégorie sociale sur le vote.

Cette diversification remet en cause le déclin du vote de classe, remise en cause à travers la critique de l'indice d'Alford. Cet indice réduit l'espace politique à un choix binaire (gauche-droite), et réduit surtout les catégories sociales de manière binaire : les ouvriers et les autres. Si on supprime ces simplifications, alors on voit réapparaître une forte structuration par la catégorie sociale. Il faut aussi considérer l'enjeu de la participation dans le choix. Alors les ouvriers deviennent à nouveau un groupe distinctif des autres catégories sociales : les ouvriers s'inscrivent moins au vote. Ex en 1995, un électeur sur 4 n'est pas inscrit ou ne vote pas ; Or 27% des ouvriers ne votent pas. Dans ceux qui ont voté, sur-représentation du vote ouvrier pour le FN. 5 points au-dessus de la moyenne nationale du vote ouvrier pour le FN. 30% des ouvriers ont voté pour FN contre 18% de la moyenne nationale en 2007.

Si on considère une structuration sociale plus fine, de nouveaux clivages sociaux se sont affirmés depuis

les années 70s. Deux clivages :

- Premier clivage social : entre indépendants et salariés. Fort alignement des indépendants sur les partis de droite, ce qui s'explique par leur statut. Ce clivage apparaît avec la Vème République, mais s'est surtout accentué depuis les années 70s. Électorat alors très polarisé en 70s, avec probabilité arrivée au pouvoir des « socialo-communistes », ce qui suscite une forte mobilisation des petits indépendants. Mais il faut aussi prendre en compte qu'en moyenne les indépendants ont un plus haut niveau de revenus, et habitent plus souvent dans les milieux ruraux, sont en moyennes plus âgés que les salariés, et parmi eux une part plus importante de catholiques pratiquants → ensemble de facteurs associés à un vote conservateur. Cette ancrage à droite est aussi lié à la proximité à l'égard des indépendants. Cette proximité se mesure en considérant le nombre d'attribut indépendants (un conjoint, un père...). Peu d'indépendants en France, mais beaucoup sont proches : 1/3 a un degré de proximité avec les indépendants. Ce clivage n'est pas seulement français, dans beaucoup de démocraties le vote indépendant est lié à un vote conservateur.

- Deuxième clivage social : salariés public/privé : pour la France ce clivage émerge à partir de 1995 avec un écart de 15 point de vote à gauche en faveur des salariés public. C'est un effet de la crise économique persistante qui touche plus les salariés du privé, qui fait paraître les salariés du public comme « privilégiés ». Effet aussi d'une stratégie de réforme de l'État pendant les années 1980 : privatisation... C'est un clivage plus spécifique à la France, moins généralisé.

→ maintien des variables traditionnelles

III.B.2. La persistance du clivage gauche-droite

Difficulté à mesurer ce clivage, avec effet d'imposition. Mais les enquêtes depuis 1980s semblent montrer le maintien d'un effet structurant du clivage gauche-droite. Positionnement tranché : seul un quart au centre. Clivage d'opinion gauche-droite important suivant les enjeux du débat public : immigration/culture/économie. Cette échelle reste fortement corrélée avec les choix électoraux.

III.B.3. L'apparition de nouveaux clivages

Nouveaux déterminants sociaux viennent structurer le vote, du à de nouvelles identités collectives, qui viennent concurrencer les déterminants religieux et de classe.

1er clivage : le genre. Clivage qui a changé au cours des 20-30 dernières années.

50s : Plus grandes abstention féminine, intérêt moindre des femmes pour la politique à caractéristiques sociales égales. Les femmes qui votent votent plutôt conservateur. 60% votent pour De Gaulle contre moins de la moitié des hommes.

À partir de 80s, on voit s'inverser cette orientation féminine, cela se produit d'abord aux États-Unis : plus de vote pour Carter en 1980, ou pour Clinton, puis se retrouve dans les pays d'Europe du Nord. Seules exception est la France : au contraire on a un alignement du vote féminin sur celui des hommes. Forte réduction de ce clivage de genre dans années 1980s. Une exception : vote à l'égard du FN : jusqu'en 2012 plus d'hommes votent pour le FN que les femmes. En 2012, alignement, même pourcentage.

2ème clivage: l'âge. Clivage générationnels. Prendre en compte l'effet du temps sur les comportements politiques. Variable date de naissance : cycle de vie. Effet générationnel : individu d'une même génération vont vivre des événements en commun, qui vont structurer le rapport au politique. Pas de vote « jeune » car trop d'hétérogénéité. Mais depuis une 15aine d'année, effet important en terme générationnel. Travaux de Vincent TIBERJ (2007) qui compare plusieurs générations (nés avant 48 et ceux après 1971). Ces générations restent proches au niveau du rapport aux questions économiques. Mais forte différenciation sur les questions plus culturelles : la place de l'immigration, libéralisme des valeurs. Cette différence structure en fait le sens que l'on donne à l'échelle gauche-droite. Pour les plus âgés, ce positionnement par rapport à l'échelle gauche-droite se structure autour des questions économiques, mais se structurent autour des questions culturelles pour les plus jeunes.

3ème clivage : le clivage ethnique. Peut de travaux dans la tradition française. Les premiers travaux montrent une forte orientation à gauche des immigrés et des descendants d'immigrés.

→ maintien de grandes variables lourdes qui continuent à déterminer le vote.

Troisième limite de l'électeur rationnel :

III.C. Inscrits, non-inscrits, « mal-inscrits »

III.C.1. L'abstentionnisme « protestataire », abstentionnisme sociologique

Travaux semblent confirmer l'aspect stratégique ou protestataire de l'abstentionnisme. 28% abstention 2002, 16% 2007, 22% 2012. Itinéraire de vote : en fait l'abstentionniste constant est une minorité, surtout pour les présidentielles : 10% d'abstentionnistes constants. Entre 1/3 et 40% sont sensibles à les déterminants conjoncturels de l'élection : sensible au contexte politique et institutionnel. Cela est montré par les travaux comparatistes : on voit 3 grandes influences :

- Influence du mode de scrutin sur l'abstention : la participation est plus élevée pour les systèmes à représentation proportionnelle, qu'un scrutin majoritaire.
- Influence de la nature de l'élection, et en particulier du calendrier électoral. Plus il y a d'élection, moins la participation va être importante.
- Influence du type de compétition politique. Plus l'élection est incertaine et polarisée, plus la participation va être importante.

Distinction entre deux formes d'abstentionnisme : abstentionnisme « dans le jeu » (intermittent, qui s'intéresse à la politique et qui vont se reconnaître plutôt proche d'un parti) et abstentionnisme constant « hors-jeu » (pas intérêt pour po, pas proche d'un parti particulier).

Cependant pourquoi ce maintien ce volet d'abstentionnisme « hors jeu » peu intégré politiquement. Les études quantitatives omettent le problème de l'abstentionnisme « forcé » qui correspond à un problème de non inscription ou de mal inscription : découverte de Dormagen et Verrier et Braconnier : enquête dans la cité des Cosmonautes en Seine Saint Denis. Ils observent une variation importante de la participation selon la qualité de l'inscription , et qui varie selon la nature de l'élection.

Derrière l'abstentionnisme sociologique, il y a un phénomène d'abstentionnisme forcé lié à la distance à l'égard de l'institution.

III.C.2. Normes civiques et groupes de pairs

La participation électorale est structurée par des normes sociales construites historiquement et imposé par le rituel électoral lui même (isolement, urne) . Ces normes sont aujourd'hui naturalisées.

Naissance historique de ces normes : sociologie historique du vote. Ces normes ont deux caractéristiques :

- Elles mettent en place une disciplinarisation des corps, domestication, codification de l'acte et de l'espace électoral qui va sacrifier le bureau de vote, le couper de l'extérieur. Développement d'une attente en terme de comportement associé au bureau de vote.
- Elles structurent un rapport individualisé au vote. Elle coupent symboliquement l'électeur de ses appartenances collective.

Ce détour permet de préciser les normes de vote, et donc l'abstention dépend du degré d'intériorisation de ces normes par les électeurs . Étude de Dormagen et Braconnier sur les Cosmonautes : détermine deux idéaux-types de rapport au vote :

- les « jeunes en galère » : jeunes caractérisés par un « contre univers » normatif : obstacle à la participation. Deux aspects : le poids du groupe : l'essentiel des activités se font collectivement. Le groupe est une protection contre la faiblesse des ressources. Ceci est donc un obstacle à

l'individualisation du vote qui est attendu dans le vote. Deuxième aspect : rapport d'hostilité, de distance à l'égard des institutions étatiques, qui produisent des trajectoires d'échec scolaires, professionnels. On recourt à des stratégies de trafic, de survie. Ces attitudes rentrent en contradiction avec les normes dominantes : le rapport très genré, valorisation du capital physique, valorisation de la débrouille par rapport à une vie pro rangée. Attitudes sont aussi revendiquées : résultat est d'accroître la distance à l'égard de la norme de participation. Cela se traduit par une distance à la participation au vote, aux élections. Le poids du groupe accroît la distance à l'égard de la norme électorale, et accroît le coût de l'inscription. En effet le fait de se rendre dans une administration pour s'inscrire représente un obstacle insurmontable, car constitue une rupture avec les attitudes et normes de ces jeunes. L'inscription présuppose une disciplinarisation du vote. Se rendre à l'administration représente aussi le risque de se faire repérer. Certains cherchent à se faire oublier des institutions. Peur de subir humiliation avec les interactions avec les membres de l'administration, y compris la police par exemple.

Troisième aspect : il y a également l'obstacle normatif. Rapport de vexation, et aussi défi de la norme du groupe. Voter implique par la suite des sanctions symboliques. « Voter c'est la teuhon ». Une seule manière où l'inscription est acceptable : inscrire le vote dans un rapport cynique. On s'inscrit pour avoir un certificat de bonne conduite, certification que l'on respecte les normes, que l'on peut faire valoir pour se faire embaucher.

- Les « hyper-civiques » : électeurs constants. Inscrit et vote régulièrement, un vote qui ne dépend pas du degré d'intégration politique. Parmi ces électeurs il y a le profil du bon élève, jeunes ayant un emploi stable, retraités. Ils ont une forte valorisation de la norme civique, du vote, en reprenant les mêmes termes de la morale civique traditionnelle. Mais ce discours civique s'inscrit dans un discours plus global du respect des règles, auquel les trajectoires ont préparés. Ce respect des règles est aussi un signe distinctif par rapport au reste du quartier : moyen de se valoriser par rapport aux autres groupes du quartier. Par exemple les discours de frontière symbolique entre les « honnêtes gens » et les jeunes en galère.

III.C.3. Les dispositifs formels et informels de mobilisations électorale

La participation dépend aussi de groupes informels auxquels on appartient : la famille, les amis. Ces groupes primaires peuvent constituer un dispositif informel de mobilisation électorale.

- Pour beaucoup d'électeurs, le fait d'aller voter peut être compris comme une réponse à un certain nombre de micro-pressions, plus ou moins diffuse, un rappel à l'ordre qui se fait dans la communication inter-personnelle (famille, amis), et en particulier aura une importance dans la phase de campagne des élections. Ce rôle est particulièrement lié à la campagne électorale formelle.

Cécile BRACONNIER s'intéresse toute seule à ça dans l'article « Voter ensemble ». Comparaison Cosmonautes et le Marais. Pour les élections présidentielles, très peu d'écart entre la participation des deux quartiers, mais l'écart s'accroît pour les autres élections moins « importantes » : 15 points pour les législatives et 25 pour les européennes.

Ceci s'explique par les catégories sociales, mais il y a aussi des différences en termes de potentiel mobilisateur des groupes informels/ groupes primaires d'appartenance. Au niveau des discussions, la part des électeurs qui ont discuté politique avec leur proche est beaucoup plus élevée dans le Marais que dans les Cosmonautes. La différence entre ces deux quartiers ne sont donc pas seulement d'ordre social, mais aussi dans les discussions et capacités des groupes informels de mobiliser politiquement, et ceci quelque soit les élections. Les discussions se font donc indépendamment de la mobilisation électorale dans les médias dans le Marais, alors que dans les Cosmonautes les discussions sont plus politiques lorsque la mobilisation électorale est plus présente dans les médias.

- De plus, une partie des votes va se faire de manière collective. Dans le Marais, on va plus souvent avec son conjoint dans le bureau de vote. Dans les Cosmonautes, le fait d'être en couple va constituer un frein à la participation pour les élections qui mobilisent le moins. Cela est lié à un différentiel genré de rapport au politique au sein du couple : dans les quartiers populaires, le conjoint va mobiliser l'autre et l'inciter à aller voter.

Transformation dans les quartiers populaire : jusqu'aux années 80, forte imbrication entre réseau du parti communiste et ces réseaux informels. Les liens de sociabilité se superpose : on rencontre des militants CGT dans les quartier : on vite et travail dans les même endroit. Mais crise du monde ouvrier → désagrégation de ces milieux d'inter-connaissance professionnelle et désagrégation résidentielle. Et donc autonomisation entre ces réseau informels et la mobilisation partisane, militante.

Mais mobilisation dans certaines conjonctures : 2007 croissance de l'inscription (due aux campagnes associatives pour l'inscription après les émeutes de 2005).

Chapitre 2 : Démocratie protestataire et engagement militant

Introduction : Du dualisme de la participation à la rationalité de la contestation

Le terme de mouvement social est un concept récent qui date des années 1970. Jusque dans les années 70, on a un ensemble de termes atomisés : on distingue les plus violents (révolution), et phénomènes de foules, ou de comportements collectifs. Le point commun est d'assimiler la contestation à des phénomènes irrationnels, par opposition à la mobilisation rationnelle qui est le vote.

Ce dualisme s'enracine dans la théorie prescriptive de la démocratie. L'expression ne doit pas être directe mais médiatisée par les représentants et par le vote. Ceux qui se sont battus doivent attendre l'élection suivante pour se faire entendre : la « patience civique » fondée sur une conception spécifique de la démocratie : la conception pluraliste (DAHL). Les grands partis auront toujours intérêt à prendre en charge des intérêts minoritaires pour augmenter leurs chances d'élections, et donc il devient illégitime de recourir à la protestation qui court-circuite la représentation et surtout contrairement au vote elle n'est pas l'expression d'un consensus. Donc dualisme : participation irrationnelle par la protestation et rationnelle par le vote.

Approche psychosociale : deux types d'approche psychosociales du phénomène contestataire :

- Approche de la contagion : attitudes et émotions se communiquent dans l'action collective d'individu en individu. Par cette communication, le phénomène collectif s'amplifie.

Gustave LE BON *Psychologie des foules* : 1er auteur à labelliser le phénomène de foule associé aux manifestations : la foule devient une entité collective qui absorbe l'individu. La foule est censé réduire, diluer le sentiment de responsabilité de chacun. La masse devient irrationnelle et sensible à la sujétion, et surtout manipulable. L'agitateur devient l'impulsion de l'agitation collective qui va se diffuser à l'ensemble du groupe. TARDE remplace la contagion mentale de LE BON par l'imitation et le rôle de la presse.

On peut dégager certains exemples historiques de cette théorie diffusionniste : *la Grande Peur* : été 1789 rumeur que les aristocrates payent des mercenaires pour détruire les récoltes. Cela se traduit par des phénomènes de panique : les paysans s'en prennent aux châtelains : révolte sociale anti-féodale.

Mais cette diffusion ne se fait pas de manière égale sur le territoire : méconnaissance des structures sociales qui vont porter la diffusion de la rumeur dans cette théorie de la contagion.

- Approche de la convergence . L'accent est mis sur une communauté d'expériences d'un individu. L'idée sous-jacente est l'existence de ces expériences communes qui sont des prédispositions à la protestation. La communauté d'expériences est fondé sur un noyau de frustration, et aussi sur la perception de la situation par l'individu qui incite à la participation. Cette thèse est très ancienne : Marx et Tocqueville incluent la frustration comme mécanisme important. Chez Marx la frustration résulte de la comparaison avec les autres groupes sociaux, en particulier les groupes de références, ceux par rapport auxquels on juge de la réflexion. Dans *Travail, Salariés et Capital*, il dit que même si on a une augmentation du niveau de vie des ouvriers objectivement, cette augmentation est encore plus forte chez les patrons. Donc l'écart s'accroît entre les deux classes : ce n'est donc pas la situation objective mais la perception qui conduit à un mécontentement croissant .

Chez Tocqueville, dans *l'Ancien Régime et la Révolution* (1856) : la frustration est un décalage entre les attentes d'un groupe et la capacité effective de réaliser cet accès aux biens. Plus l'écart s'accroît, plus le potentiel contestataire sera important. Il illustre cela par l'échec de la réforme de l'Ancien Régime.

- Autres approches :

Les travaux de John DAVIES (1962) et Ted GURT (1970) se fondent sur l'association de l'agression et de la frustration : une frustration déboucherait sur une forme d'agression. Ces deux auteurs transposent le schéma psychosocial de l'individu au niveau collectif : une situation de frustration collective va se traduire par des phénomènes de violence, d'agression collective. La source de cette frustration se situe alors dans le fonctionnement social : rupture, dysfonctionnement de la société.

- Modèle de la courbe en « J » de DAVIES (1962) : il généralise l'approche de Tocqueville (temps en

abscisse et attentes en ordonnées). Dès qu'il y a un retournement dans l'accès aux droits et aux biens (contexte de crise économique par exemple), l'écart est de plus en plus important entre attentes et réalisations jusqu'à ce qu'il devienne intolérable au point de rendre probable un processus révolutionnaire.

Exemple : les révolutions russes de 1917. Il y a une croissance des attentes des paysans russes à partir de 1861, pas de réformes : première déception → exode rural massif vers les centres industriels. Donc résultat : un écart croissant entre les attentes et la réalisation : poussée inexorable vers la révolution. Et surtout 1904-1905 : situation proto-révolutionnaire : remise en cause de l'autorité du Tsar.

- Ted GURT généralise à son tour l'analyse de DAVIES : révoltes dans les sociétés traditionnelles (modèle A), dans les sociétés en voie de développement (modèle C).

Deux limites à l'approche de la convergence :

- Limite méthodologique : L'analyse manque de mise en évidence empirique qui sous tend le modèle. Dans l'approche de DAVIES, il y a violence collective à partir du moment où l'écart devient intolérable, le problème est qu'il ne propose pas de critère autonome pour définir quand l'écart est intolérable. Donc il y a un caractère tautologique à l'analyse : on peut difficilement mesurer les attentes de manière autonome.

- Limite théorique : L'analyse n'explique pas le passage de la situation de mécontentement, au recours à la violence. Il ne suffit pas qu'il y ait une communauté de frustrations, il faut qu'elle soit communiquée. De plus la satisfaction ne s'interprète pas elle-même, il faut lui donner un sens qui va alimenter l'action collective. Enfin dans le retournement de la satisfaction, il y a la réaction de l'État : or ici à aucun moment n'est expliqué le rôle spécifique des autorités politiques.

- Limite conjoncturelle : - Ces théories contredisent les caractéristiques des mouvements des années 1960-70. Les mouvements contre la ségrégation raciale ou la guerre du Vietnam aux Etats-Unis viennent de groupes qui ont du mal à se faire entendre dans le système politique: étudiants, noirs. Ces exemples mettent donc en cause l'approche pluraliste de la démocratie, selon laquelle qui il n'y aurait pas d'exclusion durable des groupes minoritaire.

- Les années 1960 sont une période de croissance économique, d'élévation niveau de vie, il est donc difficile de faire de ces mouvements le produit d'une crise. De plus les caractéristiques de ceux qui portent les mouvements remettent en cause l'approche : il s'agit petite bourgeoisie noire américaine, structure religieuse, grandes universités d'élite pour le mouvement étudiants. La mobilisation est donc celle de groupes qui sont très intégrés socialement, et qui ont une forte participation dans la politique conventionnelle.

Ces limites rendent difficile le maintien du dualisme : il y a donc révision du paradigme de l'analyse des mouvements contestataires. Cette révision est engagée par des jeunes chercheurs, en partie engagés dans ces mouvements. Comme pour le vote, la redéfinition se fait autour de l'individualisme méthodologique, et donc de la rationalité des acteurs. On lève le dualisme en tant que participation conventionnelle/ non conventionnelle. L'objet d'étude se déplace vers les processus même de formation de l'action collective. Deux questions principales :

- Quelles sont les conditions de l'émergence d'un mouvement ? (Comment passe-t-on de la motivation individuelle à la participation?)

- Comment ces participation individuelles vont s'agrèger au sein d'une mobilisation collective ?

Un nouveau concept englobant émerge à partir des années 1970 : le concept de mouvement social, qui est un concept unificateur des formes d'actions contestataires en général.

Définition mouvement social de TARROW : « Défi collectif posé par des personnes qui partagent un objectif commun, se sentent solidaires entre elles et qui interagissent de manière durable avec élites, les adversaires et les autorités publiques ».

De cette définition découle donc trois caractéristiques du mouvement social :

- Un type particulier d'action collective orienté vers la transformation du système politique ou de la

société ;

- Le mouvement sociale dépend d'intérêts et d'un sentiment de solidarité communs ;
- Il suppose de se maintenir dans la durée.

I. Organisations et entrepreneurs de mobilisation

La nouvelle approche opère un changement de perspective par rapport à l'approche de la frustration relative. Ce n'est plus le mécontentement qui explique la mobilisation, mais on s'intéresse au comment. Selon cette approche, il y aurait toujours un mécontentement latent dans la société, même dans une société pacifiée. L'explication est donc ailleurs que dans le simple mécontentement, on cherche alors à analyser comment et pourquoi certains groupes se mobilisent à un moment donné et d'autres non.

I. A. Les organisations, solutions au paradoxe d'Olson

Le point de départ est le paradoxe de l'action collective d'OLSON. Le problème initial est que le résultat de l'action protestataire (grève par exemple) est un bien public qui peut être partagé par tous les salariés de l'entreprise qu'ils aient ou non participé à la grève. Donc si le résultat est un bien public, les individus sont fortement incités à adopter une attitude de passager clandestin, c'est-à-dire à ne pas se mobiliser, puisqu'ils peuvent bénéficier de l'augmentation salariale sans en payer le coût que représente la grève.

Cela définit donc un paradoxe. L'hypothèse de départ de ce paradoxe est celle de la **rationalité** des acteurs, qui comparent le résultat et le coût de l'action. Ainsi l'action collective ne va pas de soi, il y a des conditions spécifiques, puisque si tous le monde est rationnel, alors tous le monde tend à être passager clandestin.

Pour résoudre ce paradoxe, se développe l'**approche entrepreneuriale**, représentées notamment par McCARTHY et ZALD dans un article de 1977. Les auteurs s'inspirent de la microéconomie pour expliquer pourquoi il y a mobilisation même lorsque l'acteur est rationnel. Ils utilisent la métaphore de l'offre et la demande, en distinguant d'une part le mouvement social (demande) et les organisateurs de mouvement social (offre). Le mouvement social est identifié à un ensemble de préférences par rapport au changement. Si ces individus ont ces préférences, ils ne sont pas disposés à se mobiliser, ou à payer le coût de la mobilisation. C'est en considérant l'offre qu'on résout le paradoxe : les individus sont par contre disposés à s'engager dans un mouvement proposé par d'autres acteurs. Ils sont donc disposés à acheter un produit offert par d'autres spécialisés dans ce domaine. Cette structure s'appelle l' « **organisation de mouvement social** » (**SMO**), structuré autour des entrepreneurs de mobilisation (offre).

Mais comment expliquer la participation des entrepreneurs de mobilisation ?

- McCARTHY et ZALD reprennent une intuition d'OLSON : si tous les biens ne sont pas public, il est possible de produire des incitations sélectives, des motivations qui intéressent des groupes particuliers. Mais les incitations sélectives bénéficient d'abord aux élites de ces organisations. Les résultats ne sont pas les buts affichés, certains résultats intéressent spécifiquement les leaders.

- L'incitation sélective peut être généralisée à l'ensemble des membres. En effet l'organisation elle-même peut produire des incitations, c'est à dire des rétribution spécifiques aux membres par exemple. On peut également accroître le coût de la non-participation, notamment par la contrainte .
Exemple : le système du close-shop au Royaume-Uni : l'accès à l'emploi est conditionné par la participation au syndicat correspondant.

Mais que se passe-t-il lorsqu'il n'y a pas d'incitation sélective ?

McCARTHY et ZALD font la distinction entre deux types de membres : les bénéficiaires de l'augmentation de salaires, et les **militants moraux**, qui ne sont pas intéressés directement aux résultats de l'action, et qui vont se mobiliser par le biais d'autres déterminants. Les militants moraux permettent

de réduire le coût de la participation, parce que leur participation permettent l'apport de ressources qui ne sont pas « indigènes » au groupe, c'est-à-dire qui viendraient de l'extérieur.

Exemple : La fondation d' « Agir contre le chômage » ou « AC ! » (1994), caractérisée par la présence de militants moraux. Cette initiative est un appel autour de syndicalistes qui regroupent des militants qui critiquent les grands syndicats. Au départ, AC était un laboratoire d'idées plutôt qu'un SMO au sens de McCARTHY et ZALD, centré sur l'idée de partage du travail, sur une réflexion générale sur la répartition générale, mais pas sur ce qui relève de la vie concrète des chômeurs. La première action était l'organisation de marches contre le chômage, qui ont permis une visibilité médiatique du groupe des chômeurs. Le résultat a été le fait de susciter l'adhésion de bénéficiaires potentiels. Ces adhésions ont abouti à une transformation des revendications de AC, de par la confrontation entre les militants moraux et les autres. Les revendications deviennent de plus en plus pertinentes, davantage liés aux besoins concrets des chômeurs. Puis nouveaux militants moraux concurrents, qui relèvent de la gauche libertaire, s'alignent sur les bénéficiaires pour favoriser cette transformation de l'organisation. Ex : Christophe Aguiton (1953 -). Exclu CFDT 80s, participe à la création de Sud Pitt, puis AC et ATTAC.

Les mérites de l'approche de McCARTHY et ZALD reposent en partie sur la rupture avec le discours militants. Les limites de leur approche relèvent de leur logique trop economiciste. Ils négligent l'existence de **rétributions symboliques**. S'engager dans une organisation, c'est aussi s'engager dans un groupe social.

Pascal DAUVIN et Johanna SIMEANT interrogent les militants de l'humanitaire, d'où ils concluent que plusieurs rétributions symboliques expliquent l'engagement humanitaire:

- L'engagement permet une rupture avec le désenchantement du quotidien, un dépaysement.
- Une forme d'engagement « entier ».
- L'engagement permet une réalisation de soi, une identité collective gratifiante, peut renforcer l'estime de soi.

I.B. Concurrence entre organisations et cycles de contestation

Les relations entre organisations de mouvement social (SMO) sont marquées par **rappports de collaboration concurrentielle** (rareté des ressources disponibles). La concurrence a des effets sur les dynamiques même de la mobilisation. Deux conceptualisations de cette concurrence :

- McCARTHY et ZALD développent le concept d'**industrie de mouvement social** (SMI), c'est-à-dire l'ensemble des organisations présentes sur un terrain particulier et qui vont être en concurrence les unes avec les autres.

- S. TARROW développe les **cycles de contestations** (1989). Cette approche est également marquée par l'économie, puisqu'elle s'inspire des cycles économiques de Juglard et Kondratieff, qu'elle assimile aux cycles de contestations dans un mouvement social. Il y a trois phases

- La phase ascendante : la révolte (tendance à la radicalisation, forme d'actions de plus en plus radicales)
- La phase de zénith
- La phase descendante marquée par l'épuisement du mouvement.

Il s'agit d'une suite de séquences dont la succession résulte de l'agrégation des logiques des SMO en concurrence. Le passage d'une phase à une autre dépend de la concurrence avec les autres SMO.

TARROW l'applique à l'Italie. Recense toutes les manifestations protestataires entre 1965 et 1974. voir graphique. TARROW distingue deux types d'acteurs : les pionniers (early risers) et les suiveurs (late comers) qui arrivent plus tardivement dans l'espace protestataire. Les déterminants de l'engagement ne sont pas les mêmes : pour les pionniers les déterminants sont directement liés au contexte structurel, pour les suiveurs au contraire, les déterminants sont aussi les premiers succès des pionniers qui vont réduire le coût de participation, et accroître la probabilité de résultat positif de la participation.

En Italie :

Premier conflit : lié GF, exclusion durable du PCI, assurant l'hégémonie de la démocratie chrétienne jusqu'à fin 80, donc par réelles alternances.

Deuxième conflit : conflit social lié aux transformations économiques dans les grands pays industrialisés, avec recomposition de la stratification sociale.

Phase ascendante :

Apparition de nouvelles organisations de mouvement social qui vont reprendre les modes d'action des étudiants et ouvrier, et les appliquer à leur propre situation. Notamment extension des mouvements des universités aux lycées : pic de la mobilisation des lycées en 69-70.

Diffusion à l'ensemble de la société, géographiquement et socialement. Deux mécanismes :

- Diffusion spontanée (par les réseaux sociaux)
- Diffusion « ciblée » par l'intermédiaire de SMO

Figure emblématique d'un militant italien : Toni Negri (1933-)

Phase descendante :

Déclin, épuisement, réduction du nombre d'individus. Trois facteurs :

- Dynamique interne :

-forme de contestation entre les SMO et les acteurs de la contestation. Il y a une multiplication du nombre d'acteurs, et donc la création de nouvelles organisations (extrême gauche ou droite), qui sont rejointes par des organisations plus traditionnelles : partis, syndicats qui rentrent dans l'espace de contestation. Donc concurrence.

-Les formes d'actions se routinisent. Elles deviennent moins spectaculaires et donc moins surprenantes pour les autorités. C'étaient les innovations qui permettaient d'obtenir les premiers succès, et comme ces formes d'action sont reprises en dehors du contexte, elles sont autonomisées de leur contexte initiale. Cette modulation favorise la diffusion, la reprise par d'autres groupes qui vont l'adapter pour leur nécessité. Mais au fur et à mesure de ces adaptations, ces formes d'actions voient s'exercer sur elles une forme de contrôle social et donc vont être moins spectaculaires, et auront donc moins d'impact dans l'espace médiatique.

-Enfin, l'augmentation du nombre de participants nouveaux se ralentit.

Le résultat a été l'exacerbation de la concurrence et une contrainte dans l'innovation tactique. Les organisations ont alors recours à de nouvelles formes d'innovation tactique pour attirer de nouveaux membres : formes d'actions plus spectaculaires, voire violentes. A partir de 1972, formes plus violentes de protestations.

- Dynamique externe : réaction de l'État. D'une part la rétribution apporte un résultat, l'État répond aux protestations. D'autre part il concentre la répression sur l'autre partie de la protestation, ce qui se traduit par une démobilitation croissante des individus, parce que d'une part les rétributions, et d'autre part les coûts de la mobilisation s'accroissent à cause des affrontements entre les mobilisations et les forces de l'État (répression).

I.C. Institutionnalisation des organisations de mouvement social

Par la suite, s'opèrent des transformations de la structure et des objectifs affichés par l'organisation. Ces idées sont développées dès 1966 par ZALD et GARNER. Au fur et à mesure que décline le cycle de protestations se développe un processus d'institutionnalisation :

- Émergence d'une structure bureaucratique, relation plus formelle, division du travail interne, on objecte les règles de l'organisation. Codification des adhésions

- Adaptation de l'organisation marquée par une structuration des objectifs.

On distingue alors 3 objectifs autonomes, souvent liés empiriquement :

- Les acteurs sont de plus en plus dépendants de la survie de l'organisation : professionnalisation des acteurs. Accent mis sur la survie de l'organisation, concentration de l'activité sur l'obtention de fonds et

non plus sur l'aspect protestataire. Le fonctionnement se centre sur l'organisation plutôt que sur les objectifs.

- Changement des objectifs de l'organisation. Leadership se transforme, les organisateurs sont plus pragmatiques. Les objectifs deviennent plus diffus, plus faciles à atteindre.
- Oligarchisation de l'organisation. Le pouvoir se concentre de plus en plus en un petit nombre de membres, qui sont de plus en plus coupés des militants de base.

Le constat de ZALD et GARNER s'appuie sur la mobilisation 60-70s. L'action s'institutionnalise, l'organisation se détache de la protestation en se concentrant sur sa survie : professionnalisation des membres.

Exemple de l'humanitaire : processus de professionnalisation dans les années 1990. (DAUVIN et SIMEANT). La transformation passe par une transformation des politiques de recrutement du travail de l'humanitaire. La concurrence croissante entre les ONG pour l'obtention des dons des citoyens conduit à délégitimer « l'amateurisme », au profit de la recherche de profils plus managériaux. Il y a un réajustement des premiers rapports à l'humanitaire, sous la forme d'un désenchantement entre les objectifs initiaux de l'humanitaire et le fonctionnement.

Ce processus n'est pas uniforme et dépend de plusieurs conditions, notamment du type d'engagement demandé. DAUVIN et SIMEANT distinguent deux types d'organisations :

- « Inclusives » qui demandent une participation réduite de leur membre, c'est-à-dire seulement l'adhésion et la participation à quelques AG.
- « Exclusives » c'est-à-dire où toute la vie du militant est structurée par l'organisation : on se lie d'amitié, on rompt des couples, pour en créer d'autres.

Donc la transformation n'est pas uniforme d'une part, mais également pas forcément pacifique d'autre part. L'institutionnalisation de l'organisation peut déboucher sur les conflits, des scissions internes .

Exemple : la création du Droit Au Logement (DAL) en 1990 : un des résultats de la scission du Comité des mal-logés (CML) suite à des incendies dans le vingtième arrondissement de Paris où logeaient des familles immigrés. Mouvement de gauche et victoire de la gauche (Rocard) a permis des soutiens auprès de certains partis des associations des droits de l'homme, droit des immigrés. Résultat = scission entre ceux qui veulent rester sur une logique de protestation, et ceux qui veulent forcer l'évolution avec l'aide du gouvernement Rocard, évolution qui abouti à la scission et donc la création de la DAL.

CCL I :

L'objet de ce I a été de comprendre comment l'action connaît un cycle, une dynamique, qui se traduisent par des transformations. Mais il faut noter deux limites à ces approches :

- 1ere limite . Elle est inhérente à la **logique économique** , qui produit une dissociation entre les organisateurs et les courants idéologiques et sociaux sous-jacents. Cette dissociation présente 2 problèmes : elle est d'une part fondée sur une fiction d'un individu consommateur : un homo-sociologus qui se comporterait comme un consommateur dans la sphère politique, qui déciderait s'il participe ou non à une action offerte par un entrepreneur. Or cette logique est réductrice de la rationalité : on explique pas comment se développe la rationalité, ni sa nature. Deuxième problème de la dissociation : Le militant moral est comme un deus ex-machina, sans rationalité ni intérêt propre.

- 2eme limite. Elle tient à la notion de ressource, qui est au cœur de l'approche entrepreneuriale, mais qui est abstraite, puisqu'en gros tout peut être ressource . Il y a une typologie sans fin des ressources : culturelles, matérielles, sociale-organisationnelles. La notion de ressource est floue puisque la valeur de la ressource varie selon la configuration de l'action. Selon le contexte, l'accès au média varie. La valeur de la ressource varie aussi au cours même de la mobilisation.

Pour dépasser cette double limite, il faut ré-encadrer la protestation dans l'ensemble des activités sociales qui entourent ces protestations. Il faut prendre compte d'autres acteurs (État par exemple) , et en particulier ceux qui ne sont pas politiques.

II. Alliances et compétitions : la structure des opportunités politiques

École du processus politique McADAM, TILLY, TARROW : contexte sociétal et politique dans lequel émerge les mouvements sociaux. Idée que le système politique joue un rôle formulée en premier par TILLY en 1978 : « de la mobilisation à la révolution ».

Jusqu'aux 70s, conception dualiste de l'action : légitime du vote, et illégitime et irrationnelle de la protestation, fondée sur une conception pluraliste du système politique. Si concurrence démocratique, alors pas d'exclusion durable des groupes minoritaires.

TILLY rejette cette conception pluraliste : pour lui il y a des situations où certains groupes sont durablement exclus de l'accès aux décisions. Ce type de situation peut être alors expliqué par un modèle à trois acteurs :

- L'État,
- Groupes membres du système politique c'est-à-dire des groupes qui ont un accès routinier au système politique,
- Groupe de challengers, c'est-à-dire ceux qui sont exclus du système politique, qui n'y ont pas un accès routinisé.

Le modèle se décompose en deux dimensions :

- TILLY reprend McC et Z en reprenant leur processus de mobilisation : un intérêt commun, des entrepreneurs de mobilisations (acteurs).
- Structure d'opportunités politiques : facteurs conjoncturels favorables ou non à l'action protestataire : l'existence d'alliés, l'intervention de l'État (répression ou non). Cette structure influence l'équilibre coûts/avantages de la participation au mouvement.

Ce **concept de structures d'opportunités politiques** permet d'analyser les probabilités d'échec ou de succès du mouvement social, d'en interpréter la dynamique.

Ex1 : mouvement étudiant de 1986 mobilisation étudiante autour des projets de réformes de l'université. But loi d'autonomiser les universités, en particulier dans les frais d'inscription, qui provoque de forts mouvements étudiants. Cette mobilisation s'étend d'abord aux lycées, et le résultat est le retrait du projet de lois, victoire de la mobilisation. Pourquoi un tel succès ? Deux conditions :

- Alliés dans différents secteurs sociaux, en particulier parmi les parents d'élèves des lycéens → syndicats des parents d'élèves
- Configuration du champ politique de l'époque : première cohabitation, donc les leaders étudiants obtiennent des soutiens plus ou moins explicites des partis de gauche et du président Mitterrand.

Ex2 : Le mouvement des sans papiers milieu 90s. Le mouvement est très isolé, en raison du champ politique en partie, et l'ascension du front national, qui conduit en particulier à exercer une pression sur la droite traditionnelle. De même, volonté du PS de dédramatiser la question de l'immigration, et donc de sortir cette question de l'agenda politique. Donc les organisations des sans papiers sont isolées, seulement des actions symboliques, en particulier la grève de la faim. Mais échec, aucune réaction gouvernementale.

L'intérêt du concept est de penser comment l'État va réagir, et comment il va canaliser la protestation. Le but est de savoir quelle variable on va retenir pour définir la structure d'opportunités politiques.

Deux ouvrages définissent ce concept : S. TARROW *Power in movement* 1994, et H. KRIESI, *New Social Movement*. Ils définissent 3 séries de variables qui permettent de préciser l'approche de TILLY :

- Le degré d'ouverture du système politique, c'est-à-dire sa capacité de prendre en compte des revendications dans son fonctionnement habituel. Capacité à garantir un accès régulier aux groupes les plus marginaux (A).
- Capacité à développer des politiques publiques (B).

II.A. Le degré d'ouverture du système politique

Deux dimensions :

- La structure formelle de l'État : deux idéaux-types : États faibles/ États forts (cf BADIE et BIRNBAUM). Faibles : très perméable à la soc civile. Distinction selon 4 aspects de la structure formelle :
 - Degré de centralisation (comment sont prises les décisions). Plus il est décentralisé, plus il y a de points d'accès.
 - Degré de séparation des pouvoirs. Plus le parlement a de pouvoirs, plus de système judiciaire est autonome, plus les points d'accès sont importants.
 - Degré d'autonomie de l'administration : son degré de professionnalisation, formations spécifiques des fonctionnaires. Plus l'autonomie est importante, plus l'accès est faible.
 - Existence de procédure de démocratie directe : le référendum par exemple.
- Les procédures informelles et les stratégies dominantes à l'égard des opposants. Pouvoir d'ouverture/ fermeture de guichets de protestations. Cela passe par plusieurs moyens :
 - Définir implicitement des comportements qui susciteront la répression/ bienveillance
 - Encadrement juridique de l'action, par exemple la réglementation du droit de grève.
 - Reconnaissance différenciée des interlocuteur par l'État. On ne reconnaît que certains acteurs pour représenter des groupes contestataires : les syndicats.

Mais KRIESI va plus loin : au delà des stratégies de CT, il y a des stratégies dominantes définies sur le temps long, et sont un répertoire d'actions institutionnelles qui contraignent l'action de l'État. Deux types de stratégies dominantes :

- Stratégies « intégratrices » : tendance à anticiper les mobilisations, capacité de véto, s'effectue en amont ;
- Stratégies « exclusives » : fondées sur une certaine répression, une certaine confrontation aux groupes contestataires. Effets ambivalents : Un des effets est d'accroître le coût de participation, réduire l'incitation à s'engager. Mais dans certains cas ces stratégies peuvent stimuler la participation. Cela peut s'expliquer par le fait que la confrontation peut renforcer la cohésion du groupe protestataires en renforçant son identité, le groupe se radicalise alors. Deuxième explication : conduit à modifier les enjeux de la protestation autour de la protestation elle même. Enfin, la répression focalise l'attention des médias sur le groupe, ce qui peut susciter des alliés qui ne seraient pas apparus autrement.

En fonction de la structure formelle et de ces stratégies LT, on peut distinguer 4 types d'ouverture des systèmes politiques :

- Exclusion totale : ex France : aucun accès véritable , les acteurs n'ont pas d'autres choix que des stratégies de confrontation avec l'État, qui peut susciter une répression de l'État.
- Peine intégration : ex Suisse. Nombre de points d'accès encourage des stratégies modérées de la part des groupes protestataires. Mais ceux qui sortent de ces canaux subissent une répression de l'État.
- Structure ambivalente : ex Allemagne. Semble garantir un grand nombre de points d'accès car État fédéral, mais la stratégie des élites favorise l'exclusion. Donc la mobilisation reste modérée, mais la répression pour ceux qui s'expriment en dehors des canaux prévues est très forte.

II.B. La capacité à développer des politiques publiques

H. KITSCHELT « Political opportunity structures and political protest » comparaison de 4 mouvements anti-nucléaires.

• La capacité à mettre en œuvre des politiques publiques dépend de Facteurs qui influencent la force de l'État ou sa structure :

- Stabilité de l'exécutif
- Degré de centralisation
- Faiblesse du contrôle juridictionnel
- De l'importance du secteur public

Il propose une typologie en terme de résultats de la mobilisation, du plus simple au plus fondamental :

- résultats « procéduraux », c'est-à-dire que les groupes obtiennent accès à l'État, deviennent un interlocuteur officiel.
- résultats « substantiels » obtient satisfaction entière ou en partie de ses revendications initiales.
- résultats « structurels » mobilisation peut faire une transformation de la structure même des opportunités politiques : par exemple crise ministérielle, rupture de coalition.

KIT arrive aussi à 4 modèles types d'État, en croisant deux facteurs : degré d'ouverture du système politique, et capacité à lancer des politiques publiques :

○ Modèle « ouvert-fort » : (Suède) stratégie assimilative ou associe des groupes sociaux en amont de la décision. La capacité d'action est importante, donc la capacité d'infléchissement se traduit dans les faits. Résultats : gains procéduraux, et substantiels.

○ Modèle « ouvert-faible » (USA) : stratégie « assimilative », mais gains surtout procéduraux.

○ Modèle « fermé-fort » (France) : domination d'une logique de confrontation, les résultats obtenus par les groupes protestataires sont faibles, en revanche il y a un risque de résultat structurel important.

○ Modèle « fermé-faible » (Allemagne) résultat en terme substantiel, avec une capacité de veto de la part des groupes protestataires.

II.C. La configuration du pouvoir

Si les deux premières variables sont structurelles, ici la configuration rend compte des alliances entre les élites politiques dominantes : plus les rapports sont stables, moins les GP vont pouvoir obtenir des alliés.

Deux manières d'analyser la configuration du pouvoir :

○ KRIESI considère le rôle du système de partis, qui dépend de :

-degré de fragmentation des partis politiques et des groupes parlementaires : un contexte de multipartisme est plus favorable au développement d'un mouvement contestataire. Mais cette fragmentation aura surtout un rôle dans le cas de polarisation de la vie politique, par exemple en France 70s : époque du programme commun de la gauche, avec une forte concurrence entre socialistes et communistes pour l'hégémonie à gauche, qui conduit le PS à se rapprocher des mouvements portés par les nouvelles classes moyennes, intègrent leur revendication au programme du PS.

-position d'un parti donné dans la configuration.

○ Analyse la mesure diachronique des mouvements : les systèmes d'alliances et de conflits. Conceptualisation du mouvement à travers schéma (diapo 46). Il faut identifier quels sont les alliés et les opposants au mouvement.

Exemple Allemagne 1967-1990 :

1967-1969 : mobilisation violente de l'opposition extra-parlementaire (Rudi Dutschke)

1970-1974 : développement des « nouveaux mouvements sociaux »

1975-1983 : rapprochement des différents mouvements, retour de la violence (Fraction Armée Rouge, Andreas Baader, Ulrike Meinhof)

1983-1990 : recul des mobilisation et au niveau interne, les organisations des périodes précédentes s'institutionnalisent (SMO)

Période 1 : grande coalition, ouverture des jeunesses du SPD

Période 2 : gouvernement W Brandt

Période 3 : échec du programme de réformes, émergence des écologistes dans les élections

Période 4 : SPD dans l'opposition. Rupture de la coalition avec les libéraux. Mais les organisations se sont elles même institutionnalisées, accès routinisé.

Limites du concept de « structure des opportunités politiques » (4) :

○ Il se limite à la dimension institutionnelle, à l'État pour expliquer les mobilisation, donc il néglige tout ce qui relève du contexte culturel et social. Il ne faut pas juste s'intéresser au champs politique mais aussi aux champs intellectuel, médiatique, religieux...

○ Concept trop homogénéisant : Ambiguïté dans l'utilisation du concept : Il prétend analyser la structure pour tout un pays, ce qui revient à une hypothèse implicite : celle où tous les mouvements auraient la même structure d'opportunités politiques. Le concept est donc trop homogénéisant : il y a des stratégies différentes dans un même pays selon les mouvements.

○ Définition très objectiviste : on étudie les structure et les faits objectifs. Or il ne suffit pas qu'il est des opportunités pour qu'elles soient saisies par les contestataires, il faut qu'ils perçoivent qu'elles existe. Et la perception même de l'opportunité est plus importante que sont existence objective.

Ex Révolution iranienne par C KURZMAN. Il est contre l'interprétation dominante qui veut que le régime du Shah était très affaiblie fin 70s : forte centralisation, non respect des droits de l'homme. Mais malgré ces conditions pour KURZ le régime aurait pu survivre, mai ce qui le fait basculé est la perception de l'opportunité : une conviction que l'opposition s'est renforcée, est qu'elle est en capacité de renforcer le régime, conviction qui fait augmenter la participation des citoyens : processus de prophétie auto-réalisatrice.

Ce type de perception se construit de trois manières différentes :

- Manière pré-reflexive nourrie par la mémoire militante, héritage et leçon historiques héritées des mobilisations du passé.

- Processus plus rationnel, fondé sur les calculs tactique, on interprète l'évolution du contexte politique pour adapter la stratégie.

- Processus d'apprentissage progressif : procédure d'essai/erreur où on identifie progressivement les bons guichet, quelles sont les procédures les plus efficaces.

Ex mobilisation des écologistes:petitions, au niveau municipal sont inefficace, en revanche l'arène judiciaire s'avère plus efficace, en particulier le recours au tribunal administratif ou la participation aux procédures de débats publics, qui ont conduit à paralyser des chantiers urbains.

○ Caractère trop légitimiste de l'approche. Le modèle de TILLY opposait les challengers et les membres du système politique. Dans cette approche, idée que la population protestataire est surtout le fait des challengers, c'est-à-dire de ceux qui ont peu de ressources dans le système politiques. Or en réalité les répertoires d'action se sont pacifiés, institutionnalisés. Les répertoires d'action sont donc devenus disponibles et légitimes pour davantage de groupes, y compris ceux qui sont membres du systèmes politiques. Cette limite montre qu'on pense souvent qu'il y a extériorité entre les acteurs sociaux d'une part et les acteurs politiques qui participent au champs du pouvoir d'autre part. Or en fait il y a des cas où les liens sont beaucoup plus organiques entre ces deux types d'acteurs.

III. Sortir du rationalisme ?

Ici approche plus sociologique. On sort de l'homo sociologicus, en réinscrivant les individus dans ses groupes d'appartenances.

III.A. Le réencastrement (embededness) des mouvements sociaux

Exemple de l'implantation des partis de gauche (SFIO puis PCF) dans la banlieue de Lorient, plus précisément dans la commune de Lanester, proche banlieue de Lorient.

On observe la superposition des réseaux de relation, c'est-à-dire la superposition entre des liens de sociabilité au travail et la sociabilité résidentielle, c'est-à-dire dans les quartiers où résident la plupart des ouvriers, quartiers souvent construit par l'entreprise elle-même. Avec ces réseaux il y a un potentiel de mobilisation. L'accent est mis ici sur l'encastrement social de l'individu : dans quel groupe, réseau social se trouve l'individu. On ne conçoit pas ici les individus comme des consommateurs mais comme appartenant à une communauté, un groupe social qui a une identité particulière. L'approche entrepreneuriale est superficielle, on ne peut pas limiter l'engagement à un simple calcul coût/avantage. L'engagement est en fait le résultat de relation de voisinage, d'amitié.

Deux remarques :

- Le réencastrement dans le groupe ne veut pas dire qu'on revient à la frustration relative, il reste une dimension rationnelle à l'engagement.
- On sort de l'approche entrepreneuriale et sa dimension logistique. Ici ce ne sont pas des individus qu'on mobilise mais des communautés, des structures. Les individus qui s'engagent sont les mieux intégrés à leur groupe et non pas ceux qui sont en marge.

▣ Première conceptualisation :

La « catnet » centré sur la sociabilité, TILLY(1978) . Concept structuré par deux dimensions qui permet de restituer la complexité des relations sociales qui sous tend la mobilisation :

- La « netness » : réseaux de sociabilité volontaire (réseaux résidentiel, activité de loisir, activité religieuses)
- La « catness » : les identités catégorielles, sociales du groupes, identités peu ou pas du tout choisies par les individus (id nationale, sociale, professionnelle), difficile à changer.

Ces deux domaines définissent la structure d'un groupe organisé. La combinaison de ces deux font la Catnet. La Catnet est forte quand les deux domaines convergent, et faible lorsqu'ils sont dissociés, c'est-à-dire que la sociabilité va diverger de l'identité catégorielle de l'individu.

Exemple des instituteurs en France (B. GEAY 1999). Modèle du « Hussard noir » qui manifeste un fort taux de catnet : socialisation par les Ecoles normales, structure de formation spécifique avec forte discipline et formation totale (internat), structurée autour de la notion de mission. Résultat : très forte identité professionnelle. La Catnet est renforcée par une sociabilité volontaire propre aux instituteurs : forte homogamie au sein de la profession, forte dimension associative, mutuelles (MGEN, CAMIF).

Deux résultats de cette forte catnet : très fort taux de syndicalisation. Au niveau politique, très fort investissement dans la SFIO.

Aujourd'hui, la situation a changé : érosion de la catness. D'abord érosion de l'identité professionnelle, tout d'abord par la transformation des Écoles normales, remplacés par IUFM. D'autre part il y a une dévaluation du métier, du statut d'instituteur dans la société. Enfin, il y a des transformations dans le recrutement, puisque de plus en plus d'étudiant s'orientent vers ça après des échecs dans leurs études, l'IUFM est vu comme un concours refuge. Il y a aussi une érosion au niveau de la netness, en particulier une réduction de l'homogamie sociale, et un déclin des associations qui structuraient la sociabilité à partir des 1970s. Le résultat est donc une érosion de la catnet, c'est-à-dire du potentiel de mobilisation : de moins en moins de syndicalisation, des mouvements en dehors des syndicats.

▣ Deuxième conceptualisation :

Typologie des structures de mobilisation - A. OBERSCHALL

L'approche est similaire : le fait d'appartenir à des groupes facilite la mobilisation. La mobilisation crée rarement un nouveau collectif, s'appuie au contraire sur une organisation collective qui existe déjà.

OBERSCHALL distingue deux idéaux types de structure de mobilisation autour de l'opposition entre communauté et société. Dans le cas communautaire, le groupe se forme autour de réseaux, de relations traditionnelles types villageoises, familiales ou ethniques (catness chez Tilly). Des leaders sont reconnus dans ces réseaux, qui sont des relations sociales qui peuvent faire circuler l'information. Dans le cas de la société, les réseaux sont de types associatifs, volontaires, réseaux de collectifs secondaires, là encore il y a des leaders, réseaux d'informations également mobilisables (netness chez Tilly).

OBERSCHALL étudie deux types de rapport avec le pouvoir politique : intégré d'une part avec accès routinisé aux institutions politiques, et segmenté d'autre part, c'est-à-dire où il a un accès faible aux institutions politiques.

Typologie des structures de mobilisation :

		Structuration du groupe		
		Communautaire	Pas ou faiblement organisé	Organisation de type associatif
Relation avec le pouvoir politique	Intégrée	A	B	C
	Segmentée	D	E	F

Groupe intégré = faible probabilité de mobilisation contestataire

Cas A : porte-paroles « naturels » du groupe (*gentry* Angleterre XVIIIe s.)

Cas C : organisations représentatives intégrées aux réseaux de politique publique

Cas B : clientélisme, systèmes mafieux (Italie du Sud)

Groupe segmenté : groupe plus disposé à la mobilisation contestataire

Cas D : leaders reconnus + fort sentiment identitaire (ex : la révolte des Mau Maus, Kenya années 1950)

Cas F : cas des SMO

Cas E : jacqueries, émeutes urbaines

Intérêts de cette typologie :

- Permet de comprendre les déterminants qui expliquent que certains groupes ne se mobilisent que très rarement. Certains groupes partagent des intérêts communs mais souffrent d'une très faible cohérence du groupe. L'identité catégorielle est une identité disqualifiée (chômeurs, sdf)

- Permet de généraliser l'approche entrepreneuriale, centré sur l'organisation de mobilisation. Dans de nombreux cas, les mobilisations émergent de sites extérieurs aux champs politique.

Ex : le rôle des églises dans les régimes politiques autoritaires(Pologne communiste, Espagne de Franco).

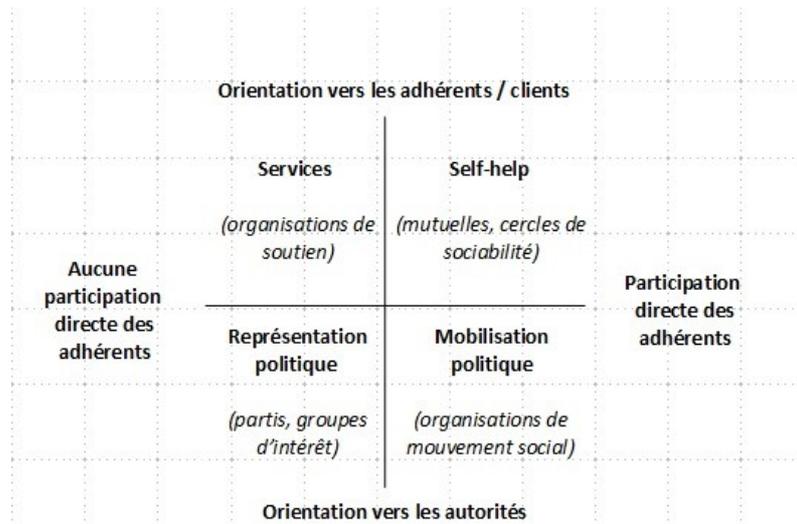
- Elle invite à considérer non pas seulement l'engagement dans le mouvement social, mais tous les engagement individuel, y compris ceux qui ne sont pas politiques, qui peuvent contribuer à la mobilisation.

▣Troisième conceptualisation :

Approche en terme d'« **espace des mouvement sociaux** » ou de « **champs multi-organisationnels** » KRIESI conçoit un espace structuré autour de deux variables :

- degré de participation qu'on attend des adhérents
- orientation dominante de l'organisation : principalement vers les autorités ou bien au contraire vers les adhérents avec la prestation de services, la fournitures de biens à destination de ces membres.

En combinant les deux on voit apparaître 4 cadrants dans cet espace :



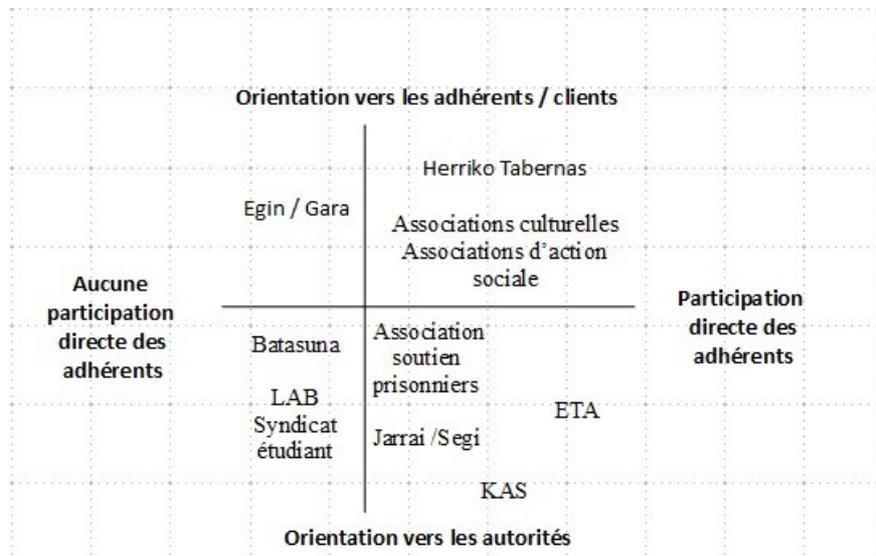
- Sud-Est orienté vers les autorité qui implique une forte participation des membres.

- Sud-Ouest : orientation vers les autorité mais les organisations demandent une participation plus réduite. Accès routinisé au système politique. ON est ici plutôt dans la représentation : groupes d'intérêts. ;

- Nord-Est : Orientation surtout centré sur le groupe de militant, et qui requiert une participation importante pour fournir les services. Modèle de « self-help » : fidélisation des soutiens et membres.

- Nord-Ouest : orientation vers les membres mais peu de participation. Organisations de soutiens surtout.

Exemple mouvement nationaliste basque : schéma de KRIESI permet de comprendre. Au centre l'organisation armée, autour un ensemble d'organisations de mouvements social, notamment de jeunesse permette la formation des armées.



Intérêts de l'approche :

- Intérêt « synchronique » : permet de réencadrer un mouvement social dans l'espace organisationnel qui est le sien. Permet de dépasser la limite de l'approche en terme de structure d'opportunité politique : il y a également des circulations dans l'espace : les participants peuvent être dans plusieurs organisations simultanément ou bien successivement.

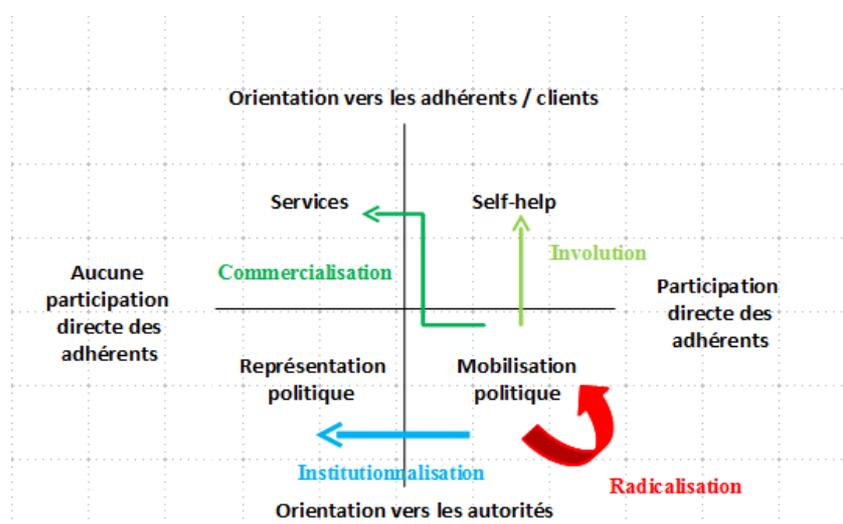
- Cette cartographie permet d'analyser l'évolution des mouvements, les trajectoires

La première trajectoire est une radicalisation. Le mouvement social reste centré sur son dessein militant, renforce sa confrontation aux adversaires (Exemple ETA mouvement nationaliste basque).

La deuxième trajectoire est celle d'une institutionnalisation : au fur et a mesure que s'affaiblit la participation. Soit investissement dans la représentation des intérêts, soit dans l'arène électorale.

La troisième trajectoire (Sud-est → Nord-est) orientation de plus en plus vers les membres même du mouvement, qui se ferme sur lui même et devient un espace de sociabilité. Exemple typique : communauté qui émerge de la contre-cultures dans les années 1960.

La quatrième trajectoire (Sud Est → Nord ouest) commerciale : le mouvement se transforme en prestataire de service (exemple CAMIF) et perd de sa dimension militante.



III.B. Un renouvellement de l'analyse de l'engagement

Après le réencastrement, pourquoi, au sein d'un groupe, certains militent et d'autres non ?

Approche micro-sociologique pour répondre à cette question : entretiens, observations, questionnaires individuels. Qu'est ce qui explique l'engagement ?

1. 1er piste de réflexion : un effet de la socialisation politique

(famille, parcours de formation)

Elle se traduit par des dispositions à l'engagement militant en général, ou bien plus spécifique :

- Disposition générale : socialisation primaire : processus d'apprentissage qui conduit à définir des éléments du monde social comme relevant du politique et non d'un registre moral ou individuel, c'est-à-dire susceptible d'avoir un traitement par l'État.

Première sphère : la famille, ce qui est transmis dans ses interactions quotidiennes, discussions politiques familiales. Plus les parents sont engagés plus la probabilité de l'engagement précoce en politique est élevé.

Autre sphère : activités associative, en particulier la religion. Elles constituent les premières expériences d'activités collectives, et puis l'attention au « malheur d'autrui » (croyance chrétienne) qui favorise l'engagement.

- Dispositions plus spécifiques : en fonction des propriétés sociales des militants. Apparaissent des similitudes dans les trajectoires des militants.

Ex : désajustement entre la socialisation primaire et secondaire dans les années 50. Analyse de B. PUDAL qui fait apparaître des point commun en terme de trajectoire dans la figure du « cadre thorézien » au sein du PCF. Homologies : fils d'ouvriers sur-scolarisés qui ne sont pas habitués à leur nouvelles vies, se sentent méprisés parce que boursier, haine à l'égard de la «petite bourgeoisie » à laquelle ils peuvent accéder par leur réussite scolaire ». Ils ont donc un « habitus désajusté » au sens de Bourdieu car contradiction entre socialisation primaire ouvrière et socialisation secondaire ascendante. Donc ils souhaitent revenir au monde ouvrier mais reste dans un entre-deux : ils sont dans l'élite de la classe ouvrière. Ils se tournent alors dans l'engagement communiste, car le PC devient un lieu de salut pour leur tiraillement entre les deux milieux sociaux. Le PCF permet de mettre en valeurs leur compétences acquise au service de leur classe d'origine, et donc conciliation des deux parties. Donc ici disposition particulière, qui expliquent les rétributions qu'ils obtiennent de leur engagement.

Ces propriétés expliquent deux des caractéristiques du PCF :

- L' «ouvriérisme » du discours.

- La longue adhésion au stalinisme et au centralisme démocratique. Tous les cadres du PCF sont enfants d'ouvriers et ont donc peu de légitimité à s'imposer dans le système politique. Pour éviter cette marginalisation, usage stratégique des principes du stalinisme, alignement aux injonctions de Moscou, purges des cadres qui présentent des caractéristiques personnelles qu'ont pourrait opposer au parti.

Donc ici approche en terme de dispositions qui permettent d'expliquer l'engagement.

Deux limites de cette approches :

- Limite n°1 : La signification de ces propriétés n'est pas universelle. Elle dépend de la configuration sociales et politique dans laquelle s'engagent les individu. La configuration conduit a modifier la valeur de l'engagement.

Ex : Création PS 1971 congrès d'Epina y : contribution des catho de gauche. D'un point de vue nationale, PS résulte d'une convergence de la vieille SFIO, réseau Mitterrand, et des jeunes militants chrétiens de gauche issus de l'action sociale (CFDT), organisation de jeunesses catholiques). Mais sur le territoire, différent : F SAWICKI : les réseaux du PS. Il analyse les groupes sociaux qui participent au

renouvellement du PS au niveau départemental. Il s'appuie sur le concept des « milieux partisans », c'est-à-dire tout ces réseaux, pas forcément politiques, qui contribue à faire exister le parti. Définition : « ensemble des individus et des groupes – ainsi que les réseaux qui les lient – dont les activités contribuent à faire exister un parti, sans que cet objectif soit nécessairement visé » (Sawicki, 1997).

Ce concept de **milieu partisan** permet de voir comment se structurent les différentes fédérations du ps. En particulier la fédération d'Ille-et-Vilaine(Bretagne): dynamique différente de celle nationale : la création du PS là bas est faite par des anciens de la SFIO, et les chrétiens de gauche sont marginalisés. Ce sont les mouvements laïques qui investissent le premier ps. Or cela n'est pas dû à l'absence de chrétiens de gauche, puisqu'on a un fort réseau en Bretagne de chrétien de gauche : CFDT, et dirigeants convertis aux idées de gauche. Donc les conditions sociales pour l'investissement des cathos de gauches sont présentes, mais ils ne s'engagent pas pour autant dans le PS.

Pourquoi ? Du à la configuration qui modifie le sens de l'appartenance catholique :

-La majorité des adhérents restent marqués par un certain conservatisme. La structure agricole est marquée par la petite propriété, ce qui défavorise la constitution de grande coopérative, qui permet la constitution de coopératives de gauche. Enfin, il y a une condition sociale particulière : les ouvriers habitent toujours dans des milieux ruraux, liens importants avec milieu agricole, donc maintien de tradition, notable petite bourgeoisie conservatrice.

-De plus, le succès de la cfdt est lié à la congruence entre les thématiques régionaliste et l'habitus de ces ouvriers du rural.

Résultat : fermeture de l'espace des possibles pour les chrétiens de gauche (méfiance, suspicion des leaders de la SFIO et PSU).

→ Signification de l'engagement dépend fortement des configurations locales. Évolutions aussi suivant les cycles de mobilisation.

○ Limite n°2 : Les propriétés sociales ne sont pas les seules causes de l'engagement. Il peut y avoir des causes spécifiquement politiques.

Ex : D McADAM : Freedom Summer, 1964.

Étude de l'été 1964 où un ensemble d'étudiants blancs passe l'été au Mississippi pour aider les militants des droits civiques à s'inscrire sur les listes électorales. McADAM a retrouvé les dossiers des étudiants inscrits : une partie se sont inscrits puis ont renoncé à participer, mais cette partie n'a pas de différence en termes de caractéristiques sociales avec ceux qui sont vraiment partis. Donc peu de différence dans les dispositions générales à l'engagement. Mais pas non plus de différence en termes de « disponibilité biographique » : les étudiants sont principalement célibataires, sans enfants, ne sont pas en première année. La différence se fait au niveau d'une variable politique : l'intégration au groupe militant lui-même, c'est-à-dire l'intensité et le nombre de liens avec d'autres participants, ou avec les organisateurs même de la mobilisation.

Donc nouvelle question : comment appréhender le rôle spécifique de l'engagement, sur l'engagement lui-même ?

Deuxième approche sur le militantisme comme processus, comme carrière.

2. Les « carrières militantes »

Le militantisme est une activité sociale inscrite dans le temps.

[Rappel : Notion empruntée à la sociologie des professions (HUGUES) et étendue aux phénomènes processuels (BECKER). La notion carrière a à la fois une dimension objective (étapes) et une dimension subjective (carrière morale : au fur et à mesure du processus, changement de perspective de l'individu sur lui-même et sur les autres).]

Pourquoi parler de carrière pour les militants ? Le concept de carrière fait apparaître un « **façonnage organisationnel** » des militants : deux aspects :

○ Premier aspect : Les organisations sélectionnent les propriétés sociales de leurs membres, en rendant plus difficile l'engagement de certains catégories, favorisant le départ de certaines d'entre elles (ex sawicki méfiance envers l'engagement des cathos de gauche au PS). Il y a une socialisation (secondaire) à l'intérieur de l'organisation ou mouvement sociale :

-Socialisation passe d'abord par l'acquisition de nouvelles compétences, spécialisés à l'activité militante : organiser une manifestations, négocier avec forces de l'ordre, tenir une assemblée.. Ces compétences sont en général découverte pendant l'action.

-La socialisation est ensuite idéologique : nouvelles représentation du monde (ex PC école du communiste pour homogénéiser les représentations).

-Enfin, redistribution des réseaux de sociabilité, qui est d'autant plus forte que l'organisation est inclusive.

○ Deuxième aspect : parler de carrière permet d'analyser les effets biographique de l'engagement, liés à la nature des savoirs-faire/être qui sont acquis. Les compétences acquises sont la plus part utilisables dans d'autres champs sociaux : conversion. Cette reconversion des savoirs-faire militants peut être vue à deux niveau :

-D'un point de vue synchronique. Les savoirs-faire leur permet d'agir dans d'autres causes, de ne pas être limité à l'organisation de départ. Trajectoire de professionnalisation de l'engagement. Ceci explique la multipositionnalité : les même militants sont dans plusieurs organisations en même temps(partis, syndicats), et dans une grande partie des luttes : multi-cartes et multi-causes.

-D'un point de vue diachronique. Tout au long du cycle de vie de l'ancien militant. Deux trajectoires possibles : abandon de l'engagement, reconversion c'est-à-dire que les ressources de l'engagement servent à faire carrière professionnelle au sens premier du terme(ex : ancien 68ard). Mais la deuxième trajectoire est plus fréquente : le maintien de l'engagement mais sous d'autre forme.

Ex D McADAM s'intéresse à ce que sont devenus les militants du Freedom Summer 20 ans après dans les années 1980. Image erronée : le reniement des militants des 60s, que les militants auraient tourné le dos à leurs idéaux de jeunesse. Certes il y a des cas, mais en réalité, la grande majorité est toujours politiquement active 20 après, dans le cadre d'une philosophie similaire, ils ont poursuivis leur militantisme sur d'autre terrain : reconversion de leur savoir faire acquis dans les 60s.

Autre intérêt de l'étude de McADAM : ce maintien de l'engagement a eu un coût important pour les militants. Ceux qui sont allés au Mssppi sont plus marqués en terme de vie : entré plus tard sur le marché du travail, marié plus tard, trajectoire instable au niveau pro et conjugal (comparé à ceux qui on fait défection c'est-à-dire ceux qui se sont inscrit mais ne sont pas allés au Mssppi).

Donc l'engagement a des effets spécifique au niveau micro-sociologie

III.C. Les cadres de la mobilisation

Pour qu'il ait mobilisation, il ne suffit pas une structure, ou une configuration, mais il faut également une représentation partagé de la situation, qui doit être considéré comme injuste et morale, donc suscitant l'alignement des cadres.

→ Théorie du cadrage D. SNOW : Processus d'**alignement des cadres**, micro-mobilisation et participation aux mouvement sociaux (inspiré par l'approche interactionniste de GOFFMAN les cadres de l'expérience) : Il ne peut pas y avoir de mobilisation si les cadres de représentation individuel ne sont pas alignés sur un cadre commun. Ce cadre commun nécessite trois aspects :

-Accord des individus sur le diagnostic de la situation, c'est-à-dire qu'il faut identifier un problème, et on attribue des responsables à ce problème.

-Accord sur le moyen de remédier à la situation, accord sur les moyens d'intervention politiques possibles.

-Accord sur la possibilité d'agir.

Ce travail d'alignement n'est pas spontané par travaillé par les entrepreneurs de mobilisation. Ils construisent un cadre spécifique pour influencer les représentations des membres du groupe visés par

la mobilisation. D. SNOW identifie quatre stratégies possibles des entrepreneurs :

-Connexion de cadre. Plusieurs problèmes séparés structurellement, et la connexion permet de fournir un schéma unifié de l'interprétation de l'ensemble de ces problèmes.

-L'amplification de cadre. On part d'un schéma existant que l'on « clarifie », c'est-à-dire qu'on insiste sur des valeurs existantes du groupe pour susciter les mobilisations. On insiste sur une partie des valeurs plutôt que d'autres, d'où l'amplification.

-L'extension de cadre. L'organisation cherche à accroître ses soutiens en montant en généralités.

-La transformation de cadre. Le mouvement doit créer et répandre de nouvelles représentations, et socialiser ses militants.

- La réussite de ces stratégies dépend de la capacité du cadrage à « entrer en résonance » avec le terreau culturel du groupe, à mobiliser des problématiques déjà existantes. Plusieurs facteurs : crédibilité de l'énonciateur, saillance, proximité avec les individus, et l'adéquation aux « mythes » du groupe, c'est-à-dire particularités culturelles les plus profondes.

- Outre les cadrages spécifiques, certains ont une portée plus large : les « cadres cardinaux ».

Ex : mobilisation des années 60 : cadre de l'égalité des droits, porté d'abord par le mouvement des droits civiques, qui initie un cycle de protestation. Mais ce cadre va être utilisé par d'autres mouvements, acteurs, qui appliquent ce cadre à leur cause : égalité homme/femme, droits des homo-sexuels. Ces cadres cardinaux sont en général à la source d'un cycle de mobilisation. Ils sont portés par les mouvements pionniers, et les premiers succès vont conduire d'autres mouvements à emprunter ces cadres cardinaux et donc élargir la mobilisation.

Mais ce n'est pas toujours le cas.

Ex : Naissance du mouvement altermondialiste émergent 90s en France. Il y a un cycle de protestation qui est différent : deux spécificités :

-On ne distingue pas nettement des mouvements pionniers et des suiveurs, ils apparaissent tous en même temps. Hétérogénéité de la mobilisation, la différence est juste que certains ont plus de visibilité médiatique.

-On ne repère pas de cadre cardinal au début du mouvement. Il n'émerge en fait qu'à la fin de la mobilisation, un fois qu'elle est bien développée.

Donc le cadre cardinal peut être un résultat de la vague de mobilisation elle-même.

Le mouvement altermondialiste est en fait la convergence de 3 mouvements, trois traditions de mobilisation :

-Mobilisation tiers-mondistes. Elles se maintiennent dans les années 80 (contre FMI, contre-célébration du bi-centenaire de la Révolution en 1989), avec la figure du contre-sommet. Première apparition du slogan altermondialiste : « Think global, act local ».

-Mobilisation mouvements des « Sans » dans les années 90. Mobilisation contre la précarité, surtout visible en 94-97, autour des grèves. Simultanéité des mouvements : rapprochement autour d'un même cadre : dénonciation de la précarité, attribué à une cause similaire : les politiques néo-libérales de re-structuration du marché du travail.

-Mobilisation environnementale. En particulier contre la Malbouffe, dénonciation des Fast-food. (José Bové en Aveyron). Cette mobilisation permet de dés-sectoriser les mobilisations environnementales, de les relier aux autres mouvements. Au départ, cela part de la guerre commerciale entre US et UE.

Conséquence : Autonomisation d'un espace des mouvements sociaux, avec l'établissement de liens entre des différentes organisations qui portent ces différents mouvements. Il y a un rapprochement, des liens qui passent aussi par la multipositionnalité des militants. Ce rapprochement se traduit par une reconversion du mouvement, dans le mouvement de l'altermondialisme. La naissance de

l'altermondialisme est en fait le résultat de la conversion de la configuration des différents mouvements, à la fin des années 90s. Le symbole de cette convergence est la création d'ATTAC en 1998.

Cette reconversion nécessite une dernière condition : l'élaboration d'un travail de cadrage commun : la connexion de cadre qui accompagne la convergence de ces mouvements. Ce travail est opéré par des acteurs à cheval entre la sphère intellectuelle et l'espace des mouvements sociaux :

- Pierre BOURDIEU, avec autour de lui des collectifs
- Association spécialisée de clercs et intellectuels : Acrimed (1995), Fondation Copernic
- Revue savantes et engagées : Multitudes, Vacarmes, Mouvements, Contretemps

Condition structurelle qui favorise cet engagement : dégradation des conditions des métiers intellectuels : encourage un certain nombre de jeunes chercheurs à s'engager dans ces mouvements.

Cela conduit à une mise en récit du mouvement contre l'interprétation véhiculée par les acteurs politiques. Le moment clé est la grève de 1995. Les interprétations des intellectuels décrivent les grèves comme « corporatistes » : il y a une forte bataille d'interprétation. Les intellectuels altermondialistes décrivent ces grèves comme « le dernier rempart contre la « barbarie néo-libérale » ». Cette interprétation permet de légitimer la mobilisation.

La réussite du mouvement résulte du travail des acteurs et de la mise en récit.

Dernière question : quelle forme d'actions ?

III.D. Les répertoires d'action des mobilisations

Les formes d'action dépendent de la relation entre le mouvement et l'État. Cette approche est stratégique. Mais une autre dimension est celle du temps long, l'histoire des sociétés. Les mobilisations portent en elles l'héritage du passé : le groupe a tiré les leçons des mobilisations passées : les formes d'action coûteuses, illégitimes.. Les formes d'actions ne sont donc pas choisies au hasard. Le groupe choisit le mode d'action selon des routines héritées du passé. Ces routines sont étudiées par C. TILLY, qu'il appelle les « répertoires d'action collective ».

TILLY distingue **deux niveaux dans ces répertoires d'action** :

-au niveau le plus fondamental, chaque société est caractérisée par un **répertoire de contestation**, c'est-à-dire répertoire de mode d'action qui sont considérés légitimes à un moment donné. Au sein de ce répertoire, chaque groupe va mobiliser une forme spécifique de mobilisation.

-**répertoires tactiques**, qui vont caractériser un groupe donné. Métaphore du canevas de la comédie dell'arte, ou répertoire du Jazz : chaque organisation va improviser à partir de ces répertoires d'actions.

Pour TILLY, ces routines d'action ne sont pas figées, il y a deux logiques de transformations :

- court ou moyen terme : concerne plutôt les répertoires tactiques
- long terme : affecte davantage les répertoires de contestations.

•**Repertoires tactiques- transformation court/moyen terme** : On reprend la métaphore du théâtre ou du Jazz de Tilly avec l'improvisation à partir du répertoire. A chaque performance, on réinvente et redéfinit le mode d'action. Les répertoires tactiques sont influencés par la capacité d'innovation des groupes contestataires. Mais cette improvisation ne se fait pas au hasard, mais en interaction avec les groupes adversaires ou les forces de l'ordre.

Exemple du mouvement des droits civiques de D McADAM. Il s'intéresse aux innovations tactiques et succès de ce mouvement. Pour lui ce mouvement a un succès fondé sur l'innovation tactique permanente. Comme pas d'accès au politique, on surprend l'adversaire et les forces de l'ordre pour avoir un écho dans l'espace public. On a une succession de répertoires nouveaux entre fin 50s et milieu 60s. Chaque nouveau mode d'action va être reproduit dans plusieurs villes.

Mais le succès dépend fortement de l'interaction avec les autres acteurs : adversaires, forces de l'ordre qui s'adaptent aux innovations tactiques. On a donc une dialectique qui s'établit entre le mouvement et ses opposants. Chaque adaptation des opposants suscite une nouvelle innovation du mouvement des droits civiques. Pour maintenir le poids dans l'espace civique, il faut donc toujours innover.

Mais pourquoi le mouvement des droits civiques décline fin 60s ? Il n'arrive plus à innover, à avoir des formes d'action surprenante. Et donc le répertoire de l'émeute urbaine se généralise, ce qui contribue à discréditer le mouvement.

Cet exemple montre une caractéristique plus générale : en fait le répertoire d'action est co-produit avec les forces de l'ordre, car celles-ci ont un éventail de réponses possibles aux actions, il y a plusieurs registres de réponses pour réguler la protestation. C'est ce que montre en particulier Olivier FILLIEULE *Police et manifestants*. Il distingue trois grands modèles d'actions des forces de l'ordre, apparu successivement:

- police de gouvernement : volet le plus répressif dont le but est de contenir les manifestants sans ménagement, car la manifestation est perçue comme non légitime. Les manifestants abusent de leur citoyenneté, ce sont des agitateurs qui sont une menace contre la démocratie.
- police et des citoyens : la contestation est légitime et il s'agit de négocier avec les protestataires pour que la manifestation se déroule paisiblement. On contient que les débordements éventuels.
- modèle informatif : la police de la protestation est fondée sur le renseignement. Il s'agit d'identifier les protestataires et donc d'isoler ceux qui vont recourir à la violence pour pouvoir les réprimer.

Aujourd'hui, ces trois modèles existent de manière simultanée : la superposition peut jouer sur les registres en fonction des contestataires, du contexte politique, du lieu de la contestation.

• **Repertoire de contestation – LT** : Les innovations sont plus structurelles. Il faut tenir compte de la structure politique et sociale. On identifie deux répertoires d'action de long terme :

- répertoire communal-patronné 16ème-début 19ème
- répertoire « national-autonome » jusqu'à aujourd'hui

Ces deux modèles de répertoires sont structurés autour de 5 dimensions, toujours au sens de TILLY :

- Évolution nature des revendications. Trois motifs dominants : compétitives (16ème-17ème) : conflit autour des ressources rares ; réactives : réaction par rapport à l'accroissement du rôle de l'État (fiscalité, conscription) ; proactives (depuis fin 19ème) : on ne défend pas l'acquis mais au contraire revendique de nouveaux droits.

- Espace de référence : jusqu'au 19ème, les mobilisations se font dans un espace géographique restreint. À partir du 19ème, l'espace de référence se transforme : on a une nationalisation des protestations : ce n'est plus là où les personnes sont concentrées, mais dans les grands pôles urbains, et en particulier les capitales.

- Degré d'autonomie des formes d'actions par rapport à d'autres éléments de la vie sociale. Jusqu'à la fin du 18ème, les manifestations apparaissent comme des parasites : l'autonomie est réduite par rapport aux événements existants. Autonomie réduite par rapport aux notables : les manifestants vont chercher un patronage qui va protéger en quelque sorte la manifestation. À partir du 19ème, les répertoires d'action sont de plus en plus autonomes, qui n'ont pas d'autre objet que de protester. Il y a également une autonomisation des acteurs qui protestent.

- Symbolisation de la protestation. Jusqu'à fin 18ème, répertoires « parasites ». À partir 19ème, répertoires qui sont beaucoup plus explicites (tracts, pétitions), on énonce directement des critiques au pouvoir politique.

- Rapport à la violence. Jusqu'au 19ème, violence du côté des protestataires comme du côté des autorités. À partir 19ème et surtout 20ème, forte pacification des formes d'actions, des deux côtés. Côté protestataire, on cherche des formes qui ritualisent la protestation, qui vont donc la mettre en scène. Du côté des forces de l'ordre, c'est le passage à la police des citoyens. Cette pacification est également due à des formes particulières d'action : on suscite davantage des émotions des manifestants. Recours à la musique et au chant, qui ont des particularités expressives, qui suscite des réactions affectives qui prédisposent à certaines formes d'action, certains états d'esprit.

Exemple : Gospel pour les droits civiques. Recourir au gospel est une manière d'emprunter aux traditions culturelles des populations noires américaines qu'on cherche à mobiliser. C'est aussi conférer une dimension de respectabilité au mouvement, qui explique le soutien notamment d'étudiants blancs.

D'autre part, le répertoire musical canalise investissements affectifs. Le gospel réduit la peur (face aux répressions, mort), canalise la colère, ce qui permet de garder la non-violence de la mobilisation. Le déclin du mouvement s'accompagne d'un répertoires musical nouveau : la soul, qui émerge dans la fin des années 60. La soul est davantage issue des ghettos.

Pour conclure sur les deux types de répertoires de contestation(LI) qui se succèdent :

Le répertoire communal patronné est :

- local,
- particulier (répertoire d'action directement lié aux doléances)
- patronné.

Le répertoire national-autonome est :

- national,
- modulaire (c'est-à-dire que les modes d'actions deviennent autonomes),
- autonome

Pourquoi passe-t-on de l'un à l'autre ? Il faut intéresser aux grandes transformation structurelle du pouvoir en Europe. Trois causes du passage d'un répertoire à l'autre :

- Émergence de l'État-nation centralisé
- Développement du capitalisme – conséquence en terme d'urbanisation et structure sociale.
- Constitution d'un espace public national : Évolution des moyens de communication, et donc apparition d'un opinion public qui peut être affecté par les protestataires.

CCL Chapitre 2 :

Au début, représentation dualiste de la participation. Celle légitime était la participation électorale, et la protestations était vu comme une manière de contourner la démocratie, la police était plus répressive. Depuis 60s, transformation de la représentation des mouvements sociaux, et depuis 2000s, les protestations font partie de la démocratie. La liberté des mouvement sociaux est perçu comme étalon pour mesurer la qualité de la démocratie. On est passé pour certains auteurs à une démocratie protestataire, ou bien même à une démocratie des mouvements sociaux. C'est ce que développe TARROW, qui insiste sur deux aspect : grande légitimité de l'action collective pour autant qu'elle n'est pas violente,et d'autre part l'idée que les mouvements sociaux contribueraient à une fonctionnalité du système, en corrigeant les effets de fermeture du système politique à l'égard de certains groupes.

Cette conception est à nuancer. Lilian MATHIEU dans la démocratie protestataire dit qu'il faut éviter de prendre le contre-pied de la thèse dualiste, de passer à une célébration des mouvements sociaux . Deux raisons : toute les mobilisations ne sont pas fonctionnelles pour la démocratie, elle peuvent aussi être l'adversaire de la démocratie. D'autre part, l'idée de la société de mouvement sociaux est tout aussi normative que la conception normative. On a une idée de ce que serait une bonne protestation, or le risque de violence est toujours inhérent à l'interaction. Il y a donc aussi une disqualification des groupes particuliers, les groupes exclus qui n'ont pas les ressources pour s'inscrire dans une forme pacifiée de mobilisation.

Les régimes démocratiques se sont transformés.

Chapitre 3 : Vers une participation politique « multi-niveaux » ?

Introduction

On peut se demander si les transformations à l'œuvre influencent la participation.

Quatre grandes transformations :

-L'État : redéfinition de son périmètre, qui accompagne le processus de mondialisation économique.

-Forte élévation du niveau de scolarisation, du niveau de diplôme. Donc situation de moins en moins favorable de remise de soi à l'égard de l'autorité.

-Transformation de l'espace public, des nouveaux médias, de l'internet.

-Transformation du capitalisme, et en particulier de la colonisation du monde vécu, ou de la vie quotidienne, c'est-à-dire que les logiques marchandes vont investir le corps, la santé.

Cela amène des auteurs à parler d'un 3ème répertoire d'action (après les deux de Tilly) : le répertoire « **transnational-solidariste** ». Ce répertoire serait caractérisé par 4 évolutions :

- Valorisation de l'autonomie des individus, avec une individualisation de l'action collective. De plus en plus les manifestants sont réticents à déléguer le pouvoir à une autorité du pouvoir. Les formes d'actions sont décentralisées, et les modes d'action relèvent de l'univers du projet.
- Place de l'expertise de plus en plus centrale dans les mobilisations. 3 raisons : Les enjeux sont de plus en plus techniques, mais aussi on aurait transformation des formes de participation, on est censé donner la parole à la population : démocratie participative. Enfin 3ème raison les recours juridictionnels comme formes d'action de plus en plus pertinentes.
- Transformation de la mise en scène de l'action, liée aux évolutions de l'espace public, et en particulier aux contraintes du format médiatique. Il y a une contrainte de symbolisation : traduction des revendications dans des formats qui correspondent aux contraintes des médias.
- Transformation des espaces de références : de plus en plus dépasse les frontières de l'État et repose sur des réseaux internationaux ou transnationaux. Se développent une société civile nouvelle multi-niveaux entre les États et la dimension transnationale.

I. Une politique protestataire à l'échelle globale ?

La sociologie des mouvements sociaux a surtout considéré le cadre national. C'est d'abord dans un face à face avec l'État que se sont constitués les mouvements sociaux. Depuis 15 ans, on a une multiplication des mouvements sociaux internationaux.

Le « tournant transnational » (KEOHANE) :

- Émergence de nouveaux acteurs en marge de l'État. Ils fonctionnent en terme de réseaux, et une forme de solidarité qui dépasse les frontières nationales. Question : est-ce que cela traduit une auto-organisation de la société sur laquelle les États n'ont pas de prise ?

- Lien entre ces transformations des acteurs et les transformations économiques et politiques internationales.

TARROW cherche à transposer les concepts déjà vus pour les adapter pour analyser les nouveaux mouvements transnationaux.

Cf **Définition mobilisation transnationales ppt**

Mais ces mobilisations ne sont pas uniquement traverser les frontières, mais aussi une nouvelle conception de l'espace, de la manière dont les espaces sont articulés entre eux. Cela se traduit également

par une transformation des échelles d'action.

D'où une deuxième définition de P. DUFOUR : « processus de construction de réseaux de solidarité au-delà des frontières nationales »

I.A. Mobilisation transnationales et structures des opportunités politiques

S. TARROW *Transnational activism* 2005 reprend l'inspiration des sociologues de l'État.

Il distingue entre « globalisation et « **l'internationalisme complexe** » qui a 3 aspect :

- structure de relation de plus en plus dense entre les acteurs internationaux. On a une dimension horizontale entre plusieurs types d'acteurs : États, organisations internationales, et États.
- Interconnexion croissante entre niveaux territoriaux différents, échelles différentes.
- Formation de réseaux entre chaque type d'acteurs.

Résultats: ensemble de processus pour défendre l'action protestataires :

- Développement des organisations internationales
- Diffusion de nouvelles normes internationales contraignantes.
- Densification des relations à travers les frontières nationales, qui va fournir l'infrastructure pour les mobilisations protestataires.

K. SIKKINK (2005) développe concept de structure d'opportunité mais au niveau international : l'idée est de savoir quel est le degré de fermeture et d'ouverture des organisations internationales à l'égard des protestataires.

Plusieurs trajectoire de mobilisation dans le cadre national.

Mais il faut éviter une vision objectiviste. Ce qui est important c'est la perception de ces opportunités par les acteurs. C'est ce qui est réellement important, qu'il y ait des canaux accessibles. Il y a alors un effet d'émulation. Certains pionniers mettent en évidence la capacité à utiliser certaines opportunités particulière. Ex: sommet de l'OMC à Seattle.

Cette structure n'est pas statique, elle évolue dans le temps et n'est pas englobante. Dépend des mouvements dans le cadre national.

Il faut aller plus loin que l'internationale. La structure internationale fonctionne en interaction avec les différentes structures nationales. On a donc une définition relationnelle. Permet de généraliser le raisonnement du chapitre 2 qui se limitait au raisonnement national. Intérêt : intégrer des démocraties et des dictatures. On va pouvoir intégrer. Vu du régime démocratique parait très fermées mais si on intègre régime autoritaire ces organisations internationales deviennent beaucoup plus ouverte.

On voit alors plusieurs trajectoires de mobilisation. Cf. tableau

I.A.1 Les formes de transnationalisation "oppositionnelle"

Le cas D. Doivent prendre en compte notamment à cause du transfert de pouvoir accordé aux organisations interN. ex: L'Europe.

Mobilisation soit se déroule au sein du domestique soit plus rare permet l'interN.

Mobilisation domestique

Tarrow parle internationalisation. Il parle de combat domestique. cf. Schéma

Le conflit prend sa source à l'extérieur en raison de l'influence politique interN sur la politique nationale (Grèce, Espagne) avec FMI, Eurogroupe. Ils font pression sur les États nationaux pour faire adopter des mesures politiques issues de leur agenda. Jeu forcé entre citoyen et institutions InterN. Les gouvernements vont jouer un rôle, ils servent de médiateur par rapport aux protestations de la société civile. Les mobilisations nationales sont utilisées comme ressource de contestation face aux institutions interN.

Le travail de IMIG et T'ARROW puis prolongement de Donatella della Porta. On s'intéresse au pourquoi des mobilisations d'après les acteurs eux-même. Combine analyse protestataire et de cadrage.

○ Plusieurs constats : spécificité des mouvements sociaux en Europe

- **Faiblesse en volume par rapport au total des mobilisations** : les acteurs font un travail de cadrage par rapport aux politiques de l'UE. Enjeux plus important que les cibles. Maximum 12%. Donc c'est l'Etat-nation qui reste la cible principale de l'action contestataire.
- **Les mobilisations "européenne" sont principalement indirectes.** Elles sont montées principalement par des acteurs nationaux pour viser le gouvernement national. La dynamique d'internationalisation représente 80%
- **Ces mobilisations européennes sont principalement socio-économique** et parmi eux les agriculteurs. 90% jusqu'au début des années 90 sont socio-professionnelles et pour la moitié c'est des agriculteurs. Ex: transformation de la politique de la pêche.
- **Pas de sentiment de solidarité européen.** Malgré la similitude des situations les mobilisations continuent à faire référence à des groupes nationaux. Surtout Della Porta. Elle met en évidence que seul 11% des mobilisations se revendiquent comme européennes.
- **Croissance** des mobilisations européennes au cours des années 2000.

Alors pourquoi cette faiblesse ? Limites de l'europanisation de la protestation :

- rôle des États dans le processus de décision européen
- "déficit démocratique" des institutions européennes. On préfère l'expertise. Dévalorisation du nombre alors que ça a un effet au niveau national.
- Inhérente au mouvement lui-même, grande hétérogénéité dans la perception des enjeux qui entraîne une difficulté de coordination.
- Absence d'espace public européen structuré, car on veut toucher l'opinion.

Mobilisation transnationales et "fenêtres d'opportunités médiatiques"

Mais il est possible d'avoir une mobilisation transnationale. On met en avant le rôle des média.

Concept de saillance : les réunions, sommets des grandes organisations interN sont de plus en plus couverts par les média internationaux. Ce sont des événements qui ont une forte visibilité au niveau de l'agenda. Étant donné la présence forte de média permet d'anticiper les acteurs et leurs actions. Même si ONG ne sont pas intégrées dans le sommet, il permet la convergence de tout un ensemble d'ONG différentes. Ce sommet réduit les coûts de transactions entre les acteurs protestataires, ils sont déjà réunis dans un lieu sans qu'il faille les coordonner.

Comment fonctionne ces fenêtres et ces saillances ?

Exemple 1 : naissance mouvement altermondialiste

Il y a une dimension nationale. Dans le cas français c'est le prolongement des années 90. Il y a aussi des conditions interN: militantisme transnational, d'ONG et de coalition qui ont des relations internationales. Ces militants favorisent le lien entre les différents acteurs nationaux. Ce militantisme transnational est favorisé par le développement des NU et une pratique croissante de sommet et de grandes conférences des NU. Parallèlement vont s'établir des contre sommets organisés par les NU qui vont voir la participation de milliers de militants. Deux rôles très importants pour l'émergence du mouvement.

1er rôle : habitude de coordination entre les militants. Permet initiatives communes. Faire circuler des répertoires d'actions en partageant des expériences.

2ème rôle : frustration suscitées car les sommets parallèles vont décevoir. Au fur et à mesure les militants se rendent compte du caractère limité de l'ouverture à l'égard des ONG.

--> Une extension de ce modèle aux organisations économiques

Visibilité de plus en plus médiatique à partir des années 90 et permettent la diffusion de sommets parallèles. Aussi lié aux transformations des organisations.

OMC : deux changements importants

- Extension des questions prises en charge avec intégration de secteur à forte résonance politique. Favorise le débat, sur l'exception culturelle par exemple. Favorise un cadrage spécifique à l'opposition de la marchandisation.
- Mise en place de l'organe de règlement des différends. Réduction des marges de manœuvres.

Ces événements vont avoir deux effets.

Il favorise une nouvelle mobilisation de type tiers-mondiste. En particulier en faveur de l'annulation de la dette du TM. Mobilisation surtout dans le monde anglo-saxon avec le réseau jubilee-2000 soutenu par les Églises chrétiennes qui prennent l'occasion du jubilee pour une tradition religieuse. En année de jubile les individus endettés peuvent être défaits du poids de cette dette. Grande coalition qui regroupe des acteurs de plus de 40 pays avec des artistes interN. Sommet du G7 à Birmingham qui favorise le fait qu'il soit reçu par Tony Blair. Engagement de réduction de la part de certains pays bien que ce soit pas tenus.

Permet aussi une convergence entre ONG écologistes et ONG de solidarité internationale. Ils vont convertir leur vision et cadre d'analyse. On passe d'une critique des USA à une critique de l'OMC parce qu'elle retient le prima de l'économique. Favorise le recentrage vers un adversaire plus large : le néolibéralisme.

Exemple 2 : les euro-grèves (Vilvorde, Belgique, février-mars 1997)

Peu d'exemple pour des problèmes de coordination. Ce sont des mobilisations à des niveaux transnationaux. Réservé à quelques secteurs qui ont des capacités de mobilisation importants, comme le secteur ferroviaires, contre les directives de libéralisation du secteur. Elles sont limités souvent à quelques heures ou une journée d'arrêt de travail. Une a été un succès à Vilvorde en Belgique contre Renault dans la fin des années 90s, contre la politique de délocalisation de l'entreprise. Les ouvriers se mobilise dans un cadre inter-syndicale contre la délocalisation de l'usine en Espagne.

○ Coordination syndicale transfrontalière (comité de groupe européen) et des modes d'actions transnationaux : La mobilisation est d'abord nationale, mais devient vite transnational, avec la coordination entre syndicats au sein de Renault : syndicat belges, français, et espagnols. Cette coordination s'oppose à une longue tradition de mise en concurrence des sites entre eux. Les modes d'actions deviennent transnationaux : actions « coups de poings » et manifestations de masse.

○ Le succès relatif est également lié à une montée en généralité de la mobilisation :

•le contexte politique. Plusieurs dimensions nationales et européennes s'imbriquent : fort soutien politique en Belgique, soutien au niveau européen. Le résultat est un retro-pédalage du gouvernement espagnol qui va renoncer à subventionner la délocalisation. En France, contexte post-grève de 95 et avant dissolution de 97, donc contexte défavorable au gouvernement français : problème au sein du RPR. Le résultat est un compromis puisque l'usine va être fermée mais avec de fortes compensations aux ouvriers.

•la dynamique médiatique. Analyse du nombre de dépêches de l'AFP : 17 par jour pour la grève de Vilvorde. Médiatisation expliquée par le contexte politique, et une dynamique particulière du champ médiatique qui crée une opportunité pour les protestataires. Au début de la grève, le cadrage est national, on dénonce l'arrogance de la France représentée par Renault, mais très vite ce cadrage devient européen : c'est la première euro-grève. Cette transformation est liée au travail des médias français : les journalistes sociaux se voient confiés ces événements, et sont inquiets des conséquences de Maastricht sur l'Europe sociale.

Deuxième aspect de la dynamique : les erreurs de communication de Renault. Le pdg attend un mois pour s'exprimer sur la grève. Progressivement se fait l'invention de l'appellation euro-grève pour désigner cette coordination inédite. Ce cadrage s'impose aux correspondants étrangers en France, donc diffusion.

I.A.2. Les organisations internationales comme opportunités : les processus d'externalisation :

Deux cas ici :

a) L'«effet boomerang» et le modèle de la spirale. M. KECK et K. SIKKINK *Activist beyond borders* 1998.

L'effet boomerang : le passage à l'international est le fait d'acteurs non étatiques (ONG) qui font face à une répression ou à un blocage dans la structure d'opportunités nationale. Ils vont donc avoir recours à des alliés à l'extérieur pour contourner ce blocage. Ces alliés sont utilisés pour faire pressions sur les gouvernements pour obtenir une réduction de la répression (dans états autoritaire ou semi-autoritaires) Cet effet suppose des ressources des ONG :

-informations

-capacité de symbolisation des ONG : elle doivent être capable de transformer ces informations en un événement qui ait un sens pour un public plus éloigné.

-capacité à mobiliser et donc faire intervenir des acteurs extérieurs capable de faire pressions sur les États.

Exemple 1 : Effet boomerang dans l'Argentine des colonels

Fin 70s. Utilisation de disposition de l'ONU mobilisé pour dénoncer les exactions contre les opposants au régime. Cette ouverture des Nations Unies aux ONG en matière de droit de l'Homme ne date que de 1970 avec la résolution 1503. Elle va donc être utilisée par les acteurs argentin dans le contexte de la dictature. Ces ONG ont des avocats et surtout disposent de publicisation dans le contexte de la coupe du monde de 1978 donc attention médiatique en 1978. Cela favorise un relais auprès d'Amnesty, qui va publiciser les « mères et grands-mères de la place de mai » aux Nations Unies.

Dans certains cas, cet effet boomerang peut enclencher un effet de spirale, c'est-à-dire qu'elles vont contribuer à modifier les opportunités nationales.

Exemple 2 : Effet de spirale dans « l'affaire Pinochet » 1998

Le contexte n'est plus autoritaire mais nombreux blocage car période de transitions démocratique. En 1998 Pinochet voyage pour raison de santé à Londres, mais y est arrêté pour sa responsabilité dans les exactions qui régime autoritaire.

Double opportunité juridique :

•Doctrines de « juridiction universelle ». Il est possible de faire comparaître l'auteur d'un fait

quelques soit le lieu ou a été commis le crime, et quelques soit sa nationalité : rupture par rapport au droit pénal international. Cette doctrine est très populaire dans les années 1990.

• Convention contre la torture signée en 1987 par les pays concernés par l'affaire : Chili, RU, Espagne.

Donc début d'une mobilisation transnationale dès son arrivée à Londres, qui conduit à l'arrestation de Pinochet. Organisation de protestations pour faire signe de sa présence : sit-in devant l'hôpital...etc. Le mouvement prend un tournant transnational car ces réseaux de chiliens vont mobiliser des acteurs institutionnels espagnols et britanniques. Donc travail de constitution de coalition internationale d'association professionnels de magistrats, avocats pour l'arrestation de Pinochet. L'effet en spirale intervient : la mobilisation internationale engendre une cascade juridique : redécouverte du passé du régime autoritaire. Donc transformation de la structure d'opportunités au Chili.

b) Coalitions insider-outsider : pas de fermeture de la structure d'opportunités internationaux. Le recours à l'extérieur permet d'articuler niveau national/ international. Les acteurs nationaux utilisent leurs alliés internationaux pour faire avancer des revendications nationales.

Exemple : Dictature des généraux en Argentine 1970-80. Fin 90s nouvelles mobilisations des militants des droits de l'Homme autour des exactions de la dictature. Nouvelle réactivation des réseaux, nouvelle arrestation de Videla en 1998, qui est le résultat d'une mobilisation transnationale, de type coalition insider/ outsider. Trois niveaux qui expliquent cette arrestation :

• Travail des militant argentins en Argentine, avec un travail de cadrage de manière à contourner les limitations de la loi d'amnistie accordée à Videla en 1990 (sorte de pardon). Une équipe de juriste faire un travail d'innovation légale, focalisation sur le kidnapping d'enfant pendant la dictature. Ils arrivent à cadrer ces enlèvement comme ne relevant pas du cadre de la loi d'amnistie.

• Arène diplomatique. Fin 90s, contexte de la juridiction universelle. Après procédure contre la dictature chilienne, procédure contre la dictature en Argentine : procédures en France, Espagne, Scandinavie. Et fin 1990s visites diplomatique du président argentin en Europe, moment auquel les militant en Europe en profite pour dénoncer l'inaction du gouvernement argentins. Ils obtiennent donc des relais médiatique : la questions est cadrées pratiquement seulement autour des questions des kidnapping. Donc président Menem décide d'arrêter Videla.

• Arène juridique. Il faut que la loi argentine soit modifiée. Mobilisation transnationale, structurée par les militants argentins des droits de l'Homme. Deux aspect : 1) rôle des militants argentins établis en Espagne, qui font le lien entre associations argentines et espagnoles, organisation des déplacement de famille des disparus vers l'Espagne pour qu'elles puissent témoigner, ce qui permet d'alimenter les procédures. 2) le droit argentin traduit directement dans le droit national les traités signés par le pays. En particulier, la convention internationale des Droits de l'Enfant, les militants font du lobbying auprès du gouvernement pour qu'ils introduisent dans la convention la notion de kidnapping d'enfant. Le lobbying réussit et cela permet donc la mise en cause de Videla.

Limite : cette analyse ne rend pas compte de la manière dont se sont constitué les réseaux. Des mécanismes permettent le passage au niveau international.

I.B. Du local au global : les jeux d'échelles des mobilisations transnationales

I.B.1. Les « mécanismes » élémentaires du changement d'échelle

Comment se constituent les liens entre les acteurs protestataires ? Pourquoi ces acteurs investissent-ils le transnational ? Qu'est ce qui circule dans ces réseaux de relation ? Dans quelles conditions ce qui circule va être réapproprié dans un autre contexte que national ?

→ transformation des formes d'analyse. Non plus des structure d'opportunités, mais comment sont

construites des mobilisations elles-mêmes, qu'elles en sont les séquences.

Cette nouvelle approche est en partie résumée par Tarrow et Tilly. Elle est centrée sur deux dimensions :

- Quels sont les mécanismes de base que l'on retrouve dans chaque mobilisation ?
- Comment ses mécanismes vont-ils se combiner entre eux ?

Un mécanisme au cœur du processus :

Le changement d'échelle : processus par lequel les mobilisations dépassent le cadre national pour se transformer en mobilisation plus large en terme de nombre de participants, d'acteurs, géographiquement et socialement. Trois dimensions à ce mécanisme :

• **Le choix des acteurs d'articuler des échelles d'action de niveau différents** . Il faut d'abord étudier les rapports de forces nationaux, là où le mouvement commence.

Exemple : naissance du mouvement altermondialiste en France. Points communs des acteurs : peu de moyens, position de minoritaire dans leurs champs respectifs ou bien de dissidents (dans les syndicats ou vs confédération paysanne), position défavorable par rapport aux mécanismes de représentation des intérêts. Le passage au transnational fait sens dans ce contexte. En tant qu'outsider, ils sont portés à subvertir les règles du jeu, à adopter une position iconoclaste. Cette stratégie de passage à l'international permet de contourner les obstacles institutionnels, acteurs traditionnels, et de réaliser des économies d'échelles en collaborant avec d'autres mouvements similaires. Il va y avoir une mutualisation des ressources avec des militants des autres pays.

D'autre part, passer à l'international est aussi une manière de s'imposer face à ses concurrents internes (ex vs confédération paysanne.

• **Mise en relation transnationale.** Établissement de canaux de communications entre militants. Deux cas de figure : -la mise en relation se fait par intermédiation, c'est-à-dire que des acteurs spécifiques (« passeurs » ou « courtiers » qui ont les ressources pour favoriser le transfert d'info. Puis il y a des importateurs qui permettent le suivi du transfert.

Il faut une « attribution de similarité » entre les info externe et les militants locaux : 1) un travail de cadrage (connexion de cadre) pour montrer le lien entre leur revendication et celles du groupe lointain ; 2) uniformisation culturelle qui favorise la diffusion d'interprétations proches, et qui passe par deux mécanismes : homogénéisation médiatique, et le rôle de l'international dans la formation des élites.

-diffusion par relations directes. Acteurs déjà en relation au niveau transnational, déjà insérés dans des réseaux, pas besoin de passeurs. Pas la peine de constituer ces réseaux, il suffit de les mobiliser. Mais ces réseaux sont rarement politisés,

Ex : Réseau lié aux migrations. C'est une communauté transnationale de migrants (PORTES, La mondialisation par le bas, 1999). Solidarité, mutualisation des ressources. Ces réseaux sont aussi des moyens de transfert d'information. On trouve ces réseaux dans les mobilisations transnationales, avec le phénomène de « nationalisme à distance », dans les cas de diaspora (Ex : les Kurdes).

Exemple : Intermédiation et diffusion dans la constitution du mouvement altermondialiste :

ATTAC fondé en 1998. Puis conférence OMC en Seattle. Le résultat médiatiquement est de paralyser la conférence. Troisième séquence : le forum social mondial à Porto Alegre en 2001.

Attac est à l'origine de la première rencontre internationale, qui se fait indépendamment des grands sommets mondiaux. Attac joue un rôle important dans la création du FSM, à Davos en 1999. Résultat de l'intermédiation du forum social est de permettre la connexion avec toutes les associations au Brésil. Puis le forum social permet de diffuser le mouvement/ forum à l'international.

Le FSM diffuse le répertoire d'action de Seattle (répertoire du contre-sommet et blocage de sommet officiel) et permet l'extension du mouvement au pays du Sud. La localisation du FSM épouse cette extension : Bombay 2004, 2005 Brésil, 2006 Bamako-Karachi-Caracas.

C'est donc par l'intermédiation que se diffuse le mouvement altermondialiste.

• **Création d'instances de coordination** à un niveau plus élevé : **les coalitions transnationales.**

TARROW identifie 4 conditions qui vont influencer la structure de ces coalitions :

-le cadrage des campagnes transnationales : est ce que les membres parviennent à cadrer la thématique de manière commune, c'est-à-dire en définissant un intérêt commun, et un répertoire d'action accepté par les membres de la coalition.

-la confiance entre les membres de la coalitions : important pour la pérennité de la coalition.

-la crédibilité des engagements contractés. Dans quels mesure peut on avoir confiance dans la durée, maintien de l'engagement de l'autre. Dépend de chaque mouvement, élément interne à la coalition, et dépend également des champs nationaux desquels viennent les mouvements membres de la coalition.

Exemple : mouvement écologistes US. S'est beaucoup impliqué dans le protocole de Kyoto en 1997. Pb : victoire de Bush Jr, dont l'administration va dénoncer les effets du gouvernement précédent sur l'émission de gaz à effet de serre. Il n'est alors plus pertinent pour les écologistes d'intervenir au niveau transnational : ils vont s'orienter vers les États fédérés. Le résultat est donc un repli vers le national, qui rompt la coalition.

-la définition de procédure de conciliation entre les partenaires, qui permet de résoudre les tensions entre acteurs.

Avec toutes ces conditions, TARROW définit **4 grands types de coalitions internationales**, qui dépendent surtout du degré d'engagement et de la durée de la coalition (cf tableau) :

1)Coalition instrumentale : Les acteurs se mobilisent autour d'une question particulière, et plus ou peu de liens une fois que l'action/ le problème est résolu.

2)Coalition événementielle : les acteurs se coordonnent pour l'organisation d'un événement, mais prend fin une fois l'organisation terminée. Mais l'implication est plus forte, il y a une identité partagée.

Ex: Forum Social Européen

3)La fédération : La relation se maintient sur le LT mais l'implication reste relativement limitée, car l'engagement des membres se définit de manière prioritaire à l'égard de l'organisation nationale et non pas de la fédération transnationale. Ce phénomène est fréquent en Europe.

Ex : La Confédération Européenne des Syndicats

Créée en 1973- leader syndicaux vont structure des coordinations. C'est une structure de structure. Les liens et les engagement sont assez faibles, lâches. Tout d'abord de par la faiblesse du niveau transnational du secrétariat, la faiblesse de l'articulation entre structure nationale et européenne. Cela peut s'expliquer par la diversité des cultures syndicales et des contextes institutionnels nationaux.

→ Résultat : des formes de coordination transnationales limitées :

-Dans les 70s-80s : registre de l'harmonisation : coordination timide des revendications nationales : un « syndicalisme de mobilisation » (3e congrès CES, 1979), manifestation à chaque sommet européen (Bruxelles 1983 : 80 000 manifestants → seul vrai succès du CES).

-Depuis fin 80s : participation au « dialogue sociale européen » : débat autour du traité de Maastricht. Mais ici encore résultats réduits : CES obtient quelques directives et accords mais sur des sujets périphériques.

4)Coalition plaidante (« campaign coalition ») : le cas le plus approfondi : les acteurs sont fortement impliqués et le lien se maintient sur le long terme. Elles se concentrent sur un sujet précis, ce qui les rapproche des organisations ponctuelles, mais se maintient.

Ex: Campagne Internationale contre les mines anti-personnel

Coalition début 90s (ex : Cambodge). Cherchent à établir coalition transnationale, Créée en 1992, par une des initiatives américaines, notamment HumanRightsWatch (HRW). La coalition regroupe surtout au départ des pays occidentaux. Soutien de Handicap international, vétéran américains, HRW. Le

fonctionnement de la coalition est très flexible. Pas de bureaucratie, on compte seulement en membres permanents une présidente Jodie Williams et un coordinateur (structuration encore plus faible que la CES). Cela permet donc une grande autonomie des associations locales. L'objectif de toutes ces actions est commun : l'obtention d'un traité international qui va interdire ces mines anti-personnelles. Cette coalition plaidante a **deux rôles** :

-rôle d'intermédiaire entre plusieurs ONG partenaires : rôle de courtier, sous le sigle de la campagne va être organisé une conférence annuel ou on retrouve les ONG du réseau. Conférence qui permet l'échange d'expérience, et surtout la visibilité du mouvement : croissance exponentielle du nb de membre en effet. Au début en 1993 conférence à Londres : seulement 40 ONG. 1995 au Cambodge : 450 membres ; 1998 : 1400 groupes partenaires. Pourquoi une telle croissance :

-obtient le soutien d'acteurs institutionnels : les organisations internationales d'une part (ONU, Croix-Rouge Internationale), et quelques grands Etats d'autres part, dont les ONG obtiennent un positionnement en faveur de la cause, notamment le Canada, et surtout la France. Soutien de ces acteurs important à deux niveau : a) soutien logistique à la campagne : locaux pour les conf, facilite donc la coordination du réseau ; b)acteurs vont légitimer l'action des ONG : ressources symbolique, le prix Nobel de la paix est obtenu en 1997 par la présidente.

Résultat : la coalition joue un rôle d'expertise auprès des organisations internationales et auprès des États alliés.

-Une victoire symbolique : traité international contre les mines anti-personnelles à Ottawa en 1998 : 112 signataires, merci certains nb de pays importants ne signent pas comme US, Russie, Chine, pays du Moyen-Orient. Surtout les pays européens, sud-américains, sub-sahariens.

TRANSITION : Donc le changement d'échelle dépend de déterminants politiques nationaux, de structuration de coalitions, d'éléments de mise en relation. Mais il faut tenir compte également de logique sociales qui vont expliquer passage à l'international.

I.B.2. Jeux d'échelle et internationalisation des concurrences sociales

WAGNER, *Les classes sociales dans la mondialisation* – Transformation des modes de production des élites. Pour WAGNER, le passage à l'international joue un rôle dans la production des élites : aussi bien les élites établies que les groupes en ascension sociale :

-Pour les héritiers, logique de cumul des biens : l'internationalisation est un instrument supplémentaire de reproduction social. A l'excellence nationale s'ajoute des capitaux internationaux.

-Pour les groupes en ascension sociale, le passage à l'international est une ressource alternative, mise au service de l'ascension : études ou carrières à l'international. Pour les classes moyennes, passer par l'expatriation est un moyen d'avoir des ressources qu'on ne peut acquérir en restant en nationale. Par exemple, les ressources en capital social: les milieux diplomatiques sont beaucoup plus concentrés socialement ; permet d'accéder à des catégorie sociales moins facile d'accès en national. Deuxième type de ressources : le type de carrières : on accède à des postes plus gratifiants en international.

Pour les militants transnationaux, c'est un cas particulier de ces stratégies. Passer par l'international est une stratégie à interpréter aussi en terme de concurrence entre les groupes sociaux. Le profil social des entrepreneurs de morale est ce que Tarrow appelle les « **cosmopolites enracinés** ». Double ancrage :

-ces élites sont socialisées dans le national : position dans les élites nationales, au sein desquelles elles se distinguent par des ressources particulières.

-investir l'international : importance de la mobilité dans leur trajectoire personnelles ou professionnelles. Cette dimension internationale leur permet de se sentir concernés par des enjeux plus globaux, et de recadrer les revendications nationales, dans des termes compréhensibles à l'étranger. Ressources qui permettent de réaliser le changement d'échelle : ressources financières, linguistique, capital social : capacité à intégrer des réseaux militants non-nationaux.

Ex1 : les militants altermondialistes

Quatre caractéristiques :

-les militants ne sont **pas des victimes de la globalisation**. On y trouve au contraire des représentants des élites nationales, mais des élites particulières : part importante d'étudiants (plus de 40, profil de classe supérieure, et plutôt d'héritier que de cas d'ascension sociale.

-**élites liées au États nations**, employés directement ou indirectement par les États (secteurs qui reçoivent des subventions importantes de l'État). Disposition favorables à l'engagement car le capital culturel est plus élevé, on a une grande distance par rapport au monde de l'entreprise.

-un **capital international** important. 1 tiers ont séjourné dans un pays étranger pour une durée longue. Pres de la moitié se sont déjà déplacé à l'étranger pour des raisons liées au militantisme altermondialiste. La moitié parle au moins trois langues. Les enfants de la bourgeoisie culturelle d'État investissent l'international à travers un parcours scolaire réussi.

-un **capital militant préalable** : l'engagement altermondialiste est rarement le premier engagement militant. Il résulte une reconversion : après un engagement national, ils se convertissent vers la cause altermondialiste.

Il y a cependant des exceptions. On peut trouver des profils plus populaires :

Ex2 : Les syndicalistes de la CES

Cas particulier car filière d'internationalisation fondée sur un capital syndical. On trouve des profils de militants qui sont issus du terrain, de la base, et qui vont gravir les échelons, jusqu'aux fonctions européennes. Exemple : profil du transfrontalier qui est amené à prendre en compte des réalités nationales différentes. On peut aussi avoir professions où la mobilité est centrale : les cheminots par exemple. Enfin, le rôle de l'exil politique comme par exemple le représentant grecque des immigrés au CES.

Mais ces profils particuliers disparaissent de plus en plus. Depuis les années 2000 les profils sont de plus en plus ceux qui ont un capital scolaire plus important, et donc alignement sur les autres types de militantisme : les cosmopolites enracinés.

→ Comment ces stratégies sociales interagissent-elles avec les logiques politiques pour produire un changement d'échelle ?

Ex : Autonomisation d'un champ international des Droits de l'Homme

3 étapes à l'émergence de ce champ :

•**Étape 1** : La guerre froide et la fondation des premières organisations de défense des Droits de l'Homme. Une interaction entre transformation des gens juridiques et transformation du champ international. Tout d'abord en Fr et RU les juristes connaissent un déclin au sein des élites nationales, renforcé en Fr par la création de l'ENA en 1946. Au RU le poids des juristes est déstabilisé par l'extension de l'Etat-providence. Résultat : les professionnels du droit sont incités à investir l'international. L'association internationale des juristes démocrates (AIJD) procède au début du droit international (notamment contexte des procès de Nuremberg). Deuxième type d'acteurs : les diplomates. Pendant la deuxième guerre mondiale, Fr et RU exportent le droit de l'H : déclaration universelle des droits de l'H.

Donc diplomates et juristes convergent. Parmi eux René CASSIN, juge au CE, conseiller de CDG, premier président de l'AIJD.

Mais GF : au sein de cette organisation s'affrontent juristes communistes et libéraux. AIJD finalement investie par les communistes.

En réaction, deuxième tentative initiatives des US : Commission Internationale des Juristes créée en 1952 : issue directement des élites américaines, en particulier celles qui structurent la politique étrangère américaine. Insertion dans une logique de GF culturelle. Soutien de la CIA à la CIJ. CIJ a donc deux stratégies : a) le développement ; b) l'endiguement : volet répressif avec la CIA et un volet symbolique structuré par les grandes fondations américaines qui développent des institutions éducatives pour former les élites étrangères à l'idéologie américaine (Ford, Carnegie).

Cette première étape marque les racines de la naissance de la mobilisation moderne des droits de l'H.

• Étape 2 : L'autonomisation relative du champ des droits de l'homme.

- crise de la stratégie d'hégémonie US dans les années 1960s. Inflexion de la stratégie d'endiguement culturel vers le volet répressif. La guerre du Vietnam accentue les tensions internes aux élites. Résultat est un éclatement du consensus.

- tensions générationnelles liées aux transformations des modes de formation des élites US. Comme dans d'autres pays, forte croissance des effectifs universitaires, y compris dans les très grandes : résultat est la remise en cause de l'homogénéité sociale, qui caractérisait avant les élites. Les nouveaux venus ne sont pas issus des mêmes filières de formation, et donc sont moins disposés à accepter le consensus implicite du Foreign Policy Establishment. Autre conséquence de la croissance du nombre d'étudiants : les nouveaux venus n'ont pas le même capital social que les héritiers, or ce capital social garantissait un accès presque automatique aux positions sociales les plus prestigieuses. Résultat : le passage par les grandes universités n'est plus une garantie d'accès aux meilleures positions sociales.

→ Saturation des filières de recrutement des élites, ce qui a deux résultats :

- investissement de l'international par les moins dotés en capital social (Alliance for Progress, Great Society).

- contestation des pères fondateurs

Crise interne des organisations de philanthropie des droits de l'H : Restructuration de l'univers des fondations (Fondation Ford). La fondation Ford soutient les mouvements pour les droits de l'H en Amérique latine notamment. Fondation d'Amnesty International (1961) : rupture avec la Commission Internationale des juristes sur deux principes : a) on rompt avec l'organisation d'élite : c'est une organisation de masse, b) on rompt avec la logique de GF : principe de neutralité politique (stratégie des 3 blocs).

Institutionnalisation de la défense des Droits de l'H sous la présidence Carter 1967-1980. Par exemple la présidence introduit des conditions de respect des DH dans des accords internationaux de commerce. Sous Carter se crée également un bureau des droits de l'H, il publie un rapport annuel détaillé sur la pratique des DH dans le monde.

• Étape 3 : Révolution néo-conservatrice et promotion de la démocratie

Une redéfinition des DH par les « néo-conservateurs » : une question non de droit, mais de fait : les DH sont inséparables de la démocratie libérale. Ils sont enracinés dans la structure politique de la démocratie libérale, ce sont des pratiques routinisées : le pluralisme, la manière dont la police traite les manifestants... etc.

Une politique de transformation des gouvernements est alors nécessaire pour la mise en place de la politique de DH. Les DH devient en fait une technologie politique .

→ On a donc une transformation du champ des droits de l'Homme :

- Une polarisation du champ. Les néo-conservateurs prennent pour cible la fondation Ford et vont copier les types de mobilisation. Ils vont susciter des structures concurrentes comme les think tanks ; colonisation des institutions étatiques.

- Paradoxalement, cela aboutit à une professionnalisation du champ, car la lutte concurrentielle se fait autour d'un enjeu commun : s'imposer sur l'expertise d'Etat et les DH. Mais les structures de mobilisations se ressemblent : celle de fondations, d'ONG, etc, ce qui au final facilite la circulation des acteurs et échanges institutionnels, au delà des différends politiques.

3ème génération d'organisation des DH : Human Rights Watch (HRW) à partir de milieux sociaux différents : intellectuels et journalistes, donc milieu de la culture, des médias. Deux csq à cette nouvelle génération :

- renforcement de la stratégie de mobilisation des médias ;

- nouvelles stratégies des forces des DH : recours à des campagnes de boycott, ou à des lobby contre produits, contre pays qui ne respectent pas les DH.

CCL : cet exemple montre que la construction de valeurs universelles passe par l'exportation de luttes professionnelles nationales et comment.

//!\ \ :Pas de II ni III, mais résumé sur la société civile :

Le passage à l'international se fait donc par le biais de réseaux, la mobilisation semble se faire en marge de l'État. Mais cette idée d'une société civile multi-niveaux est à nuancer :

-toutes les organisations ne sont pas des transnationales : dans certains cas des acteurs strictement locaux interviennent dans des mobilisations transnationales, et l'inverse : une organisation transnationale peut s'investir dans une cause nationale. Il faut donc plutôt parler d'une transformation des échelles d'action, et le développement d'une imbrication entre les échelles locales, nationales, et supra-nationales.

-la notion de société civile est marquée sur le modèle de l'État, suppose donc une articulation entre État et société civile, dont on pourrait trouver l'équivalent à l'internationale. Or les organisations internationales types ONU ne constituent pas un équivalent de l'État au niveau international. Il faut plutôt parler d'agglutination des sociétés civiles nationales.

Si tel est le cas alors le processus n'est pas vraiment novateur, car le phénomène d'agglutination de sociétés civiles s'est déjà produit à la fin du XIXème siècles : congrès internationaux avec des acteurs étatiques et associatifs.

Examen : 2 questions de cours parmi un choix de 3. Pas de questions sur les exemple mais il vaut mieux les connaître pour appuyer raisonnement (car 1h/question)
